

Articuler les justices numérique et environnementale

Un dialogue Nord-Sud

Septembre 2022



Articuler les justices numérique et environnementale : un dialogue Nord-Sud

Septembre 2022

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles (éducation permanente)



Table des matières

Introduction	1
Présentation des organisateurs	3
Remerciements	4
Session 1 - Bilan environnemental des technologies numériques	5
Présentations introductives	5
Commentaires complémentaires	9
Thème 1 - Existe-t-il un moyen plus écologique d'extraire le lithium et les autres minéraux utilisés dans les TIC ? Serait-il utile de disposer de meilleurs mécanismes d'évaluation des incidences et de contrôle de l'impact environnemental ? Qu'en est-il des perspectives de recyclage (ex. : « mines urbaines ») ?	10
Thème 2 - Comment aborder les perturbations causées par la numérisation et leurs implications en termes de dommages environnementaux mais aussi en termes d'écologie sociale ?	12
Thème 3 - Comment se fait-il que les impacts environnementaux désastreux des TIC ne suscitent pas plus d'opposition, surtout si on compare avec les mouvements contre l'extractivisme dans les années 1980 et 1990 par exemple ?	13
Session 2 - À quoi pourrait ressembler une numérisation juste et durable ? Espoirs et impasses des « solutions vertes »	15
Présentations introductives	15
Commentaires complémentaires	22
Thème 1 - Comment l'autodétermination est-elle possible dans la sphère numérique compte tenu de ses dynamiques et de ses effets de concentration ?	22
Thème 2 - Quelle est la possibilité qu'une telle vision localisée de l'autodétermination soit une source d'inspiration pour une conversation à plus grande échelle, y compris transnationale ou même mondiale, autour de la technologie ?	24
Thème 3 - Dans quelle mesure l'économie circulaire est-elle compatible avec les mécanismes de marché (ex : la satisfaction de la demande ou la rentabilité du recyclage) ?	25
Session 3 - À quoi pourrait ressembler une numérisation juste et durable ? Limites et (re)distribution globale pour une numérisation souhaitable	27
Présentations introductives	27
Thème 1 - Comment articuler une logique d'autodétermination avec le besoin de politiques et de services publics forts ?	32
Thème 2 - Comment cette idée d'autodétermination peut-elle aller au-delà des réseaux pour s'étendre aux services, aux données et peut-être même aux systèmes d'IA ? Comment une éthique de soins collectifs et de coresponsabilité pourrait-elle fonctionner dans ces domaines ? Quelles en seraient les implications politiques ?	34
Thème 3 - Comment s'assurer que les impacts environnementaux des technologies sur les populations locales sont pris en compte par les entreprises qui les produisent ?	36
Session 4 - Implications politiques pour les agendas de justice numérique, sociale et environnementale mondiale	37
Présentations introductives	37
Commentaires complémentaires	42
Exercice collectif : cartographie des priorités et des espaces d'action	43
Thème 1 - En essayant de construire des alliances avec des mouvements de défense des droits humains ou des droits numériques, par exemple, comment pouvons-nous nous assurer d'éviter les risques de prise de contrôle par les entreprises et le néolibéralisme ?	45
Conclusion	47

Introduction

Loin d'être « immatérielles », les technologies numériques ont un impact important et croissant sur l'environnement. Il faut des ressources naturelles pour les produire, de l'énergie pour les faire fonctionner, et les déchets électroniques constituent un problème croissant. Même en tenant compte des gains d'efficacité qui peuvent être tirés de ces technologies, il semble clair que ce qui est vrai pour la croissance économique, en général, l'est aussi pour la numérisation : on ne peut pas avoir une croissance infinie sur une planète finie.

La question qui se pose alors, d'un point de vue progressiste, est de savoir comment faire en sorte que le processus de numérisation soit à la fois durable et équitable. Cette question est d'autant plus urgente que la tendance actuelle va exactement dans le sens inverse : nous sommes aujourd'hui confrontés à un processus de numérisation à la fois insoutenable sur le plan environnemental, et profondément inégalitaire sur le plan social. La situation est encore pire si l'on considère que les régions et les populations qui bénéficient le moins des technologies numériques sont aussi celles qui supportent les coûts environnementaux les plus lourds pour leur production et leur utilisation.

Pourtant, à l'heure actuelle, les débats sur la justice numérique et environnementale se déroulent le plus souvent de manière séparée. La justice numérique est discutée sans toujours tenir compte des limites naturelles qui pèsent sur le processus même de la numérisation. Et d'autre part, la justice environnementale est discutée sans tenir compte du défi croissant imposé par la numérisation.

Pour tenter de combler cette lacune, la Just Net Coalition (JNC), en collaboration avec l'Association for Progressive Communications (APC) et le Centre Tricontinental (CETRI), a organisé un événement virtuel de deux jours, les 25 et 29 octobre 2021, qui a rassemblé des activistes et des experts des mouvements pour la justice environnementale, sociale et numérique, avec une attention particulière à la représentativité Nord/Sud.

Intitulée « **Articuler la justice numérique et environnementale : un dialogue Nord-Sud** », la rencontre s'est déroulée en quatre sessions thématiques :

- 1ère session : Le bilan environnemental des technologies numériques ?
- 2ème session : À quoi pourrait ressembler une numérisation juste et durable ? Première partie : espoirs et faiblesses des « solutions vertes ».
- 3ème Session : À quoi pourrait ressembler une numérisation juste et durable ? Deuxième partie : limites et (re)distribution globale pour une numérisation souhaitable
- 4ème session : Implications politiques pour les agendas de la justice numérique, sociale et environnementale

Chaque session a été introduite et encadrée par des présentations d'experts, avant d'ouvrir la discussion avec les participant·es. L'objectif était non seulement de partager les connaissances et les expériences sur ces questions, mais aussi de commencer à jeter des ponts entre les organisations, les mouvements et les régions, en essayant d'identifier des pistes potentielles pour un plaidoyer commun et des mobilisations politiques dans les mois et les années à venir.

Le résultat a été un événement passionnant qui a été quasi entièrement retranscrit dans ce rapport, afin qu'il puisse être utilisé et partagé aussi largement que possible. Les présentations de cadrage de chaque session n'ont été éditées que pour «nettoyer» les textes (corriger les erreurs, éviter les répétitions, etc.), et les discussions qui ont suivi ont été réassemblées en différents «thèmes» pour faciliter le suivi des arguments avancés. Pour le reste, l'objectif était de coller le plus possible aux échanges originaux pour conserver le format «vivant» et plus accessible des présentations orales et des discussions.

Présentation des organisateurs

Le Centre tricontinental (CETRI) est une ONG fondée en 1976 et basé à Louvain-la-Neuve, en Belgique. Il s'agit d'un centre d'étude, de publication et de formation sur le développement, les rapports Nord-Sud et les enjeux de la mondialisation en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Dans cette optique, le CETRI travaille depuis longtemps sur les enjeux liés à la transition écologique¹ et, plus récemment, sur les défis posés par le développement et la diffusion des technologies numériques². Depuis 2019, le CETRI a notamment rejoint la Just Net Coalition (cf. ci-dessous) au sein de laquelle il coordonne le groupe de travail en charge de cet événement et, plus largement, du travail de réflexion et de mobilisation autour des liens entre écologie et numérique.

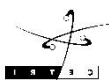
Plus d'informations sur : www.cetri.be

La Just Net Coalition (JNC) est un réseau mondial d'acteurs et d'actrices de la société civile engagé·es pour un internet ouvert, libre, juste et équitable. Fondée en février 2014, la coalition s'engage sur les sujets de l'internet et de sa gouvernance, dans le but de promouvoir la démocratie, les droits humains et la justice sociale. Sous l'impulsion du CETRI, un groupe de travail a été créé au sein de la JNC pour réfléchir plus spécifiquement à l'articulation des enjeux de justice numérique, environnementale et sociale, avec comme premier objectif l'organisation de cette rencontre.

Plus d'informations sur : www.justnetcoalition.org

L'Association pour le progrès des communications (APC) est un réseau international d'organisations de la société civile fondé en 1990, qui se consacre à l'autonomisation et au soutien des personnes œuvrant pour la paix, les droits humains, le développement et la protection de l'environnement, grâce à l'utilisation stratégique des technologies de l'information et de la communication (TIC). Chaque année, l'APC publie notamment une édition du « Global Information Society Watch » (GISWatch) qui réunit des rapports thématiques, régionaux et par pays autour d'un grand enjeu lié à la société de l'information. Le thème du rapport de 2020 s'intitulait : « Technology, the environment and a sustainable world: Responses from the global South ». Sorti peu de temps avant la constitution du groupe de travail sur le numérique et l'environnement au sein de la JNC, cet ouvrage a servi de référence clé pour l'organisation du contenu de l'événement, ainsi que la sélection de la plupart des expert·es invité·es à cadrer les discussions. C'est également avec l'APC que le CETRI a pris en charge l'essentiel du travail organisationnel lié à la mise en place de l'événement.

Plus d'informations sur : www.apc.org



¹ Lire, entre autres : « L'urgence écologique vue du Sud », *Alternatives Sud*, vol. 27, n°3, 2020.

² Lire, entre autres : « Impasses numériques », *Alternatives Sud*, vol. 27, n°1, 2020.

Remerciements

Nous tenons également à remercier toutes les personnes et les organisations sans lesquelles cet événement n'aurait pas pu avoir lieu, en particulier :

- Celles qui ont participé à l'organisation et à l'animation de l'événement : Neth Daño (ETC Group), Shawna Finnegan (APC), Domenico Fiormente (Université de Rome), Shalmali Guttal (Focus On the Global South), Cédric Leterme (CETRI), Abhayraj Naik (Initiative for Climate Action), Christine Parker (Centre of Excellence for Automated Decision Making + Society, Université de Melbourne), Parminder Jeet Singh (IT for Change).
- L'équipe d'APC et d'OurVoices qui en ont garanti le bon fonctionnement technique.
- L'équipe de Tlatolli Ollín qui a assuré le service d'interprétation simultanée en quatre langues (français, anglais, espagnol et portugais).
- Shefali Deshmukh (West Bengal National University of Juridical Sciences) qui a apporté son soutien à la relecture et à l'édition de ce rapport.



Session 1 - Bilan environnemental des technologies numériques

Quelles sont les tendances actuelles des technologies numériques, en termes d'empreinte environnementale, en tenant compte de toutes les étapes de leur cycle de vie ? Comment ces impacts se répartissent-ils entre les différentes régions du monde ? Quelle est, en retour, la contribution de chacune de ces régions à ces impacts ? Quel est le bilan coûts/bénéfices pour chaque région en matière d'impacts environnementaux des technologies numériques ?

Présentations introductives

Arun Madhavan (SPACE Kerala, India) sur base de l'article: « ICT and the environment: Building a dialectical understanding », GISWatch 2020 (écrit avec Sreekrishna Sanka).

En ce qui concerne les incidences environnementales des technologies de l'information et de la communication (TIC), la plupart des discussions actuelles portent sur les questions liées aux ressources, telles que l'extraction des matières premières, la consommation d'énergie et la production de déchets, qui sont liées à la révolution des TIC. Qu'il s'agisse de l'apprentissage automatique ou de la production de masse d'équipements qui ne sont pas vraiment durables ou réparables, ces nouvelles technologies entraînent davantage de gaspillage et de consommation, et donc une empreinte écologique élevée. Il faut donc s'attaquer à ce problème, par exemple en favorisant la durabilité plutôt que l'obsolescence programmée, mais aussi en gardant à l'esprit la relation entre durabilité et accessibilité financière. Ce sont des questions très importantes, avec des situations différentes d'un continent à l'autre, ce qui signifie que les réponses doivent également être différentes d'un continent à l'autre.

Un autre aspect souvent abordé est la question de l'accès aux TIC et à l'internet. La plupart du temps, on considère cet accès comme quelque chose d'intrinsèquement bon et qui ne peut qu'apporter du bien à la société, en partant du principe que tout le monde devrait être connecté. C'est peut-être le cas, mais nous devons examiner cette question d'un œil critique. Nous devons nous demander si cet accès, et les TIC en général, ont réellement un impact positif sur les communautés quand on tient compte du coût total de cette connectivité d'un point de vue écologique et social.

Maintenant, il y a aussi certains sujets qui ne reçoivent pas autant d'attention, alors qu'ils le devraient. L'un d'entre eux est lié aux TIC en tant que média. Nous considérons généralement les TIC, et en particulier internet, comme quelque chose qui transforme radicalement et positivement nos communautés. Mais si nous considérons les TIC comme un moyen de communication, comment ce moyen influence-t-il notre société ? Comment transforme-t-il notre écologie sociale ? Cela peut être lié à un incident récent survenu en Inde. Dans le centre du pays, deux personnes ont été tuées par une foule dans un village. La foule pensait que ces personnes faisaient partie d'une bande criminelle qui enlevait les enfants et qu'elles venaient pour les voler, suite à une rumeur qui avait circulé sur les réseaux sociaux.

Plusieurs mois après cet incident, un journaliste est retourné dans ce village pour voir comment cet incident l'avait transformé. Il a constaté que le village était de plus en plus déserté. Les gens le quittaient parce que le traitement médiatique de cet incident en avait donné une très mauvaise image et qu'il était, par exemple, de plus en plus difficile pour une personne de ce village de trouver une relation conjugale arrangée avec quelqu'un de l'extérieur.

Cela soulève la question de savoir comment les TIC en tant que moyen de communication peuvent créer des conflits au sein d'une société, en fonction du niveau qu'elle a atteint en termes de capacité à gérer ce nouveau type de communication, qui est très rapide et très instantané. Cela peut sembler éloigné des questions environnementales, mais cela concerne l'écologie sociale. Ce type de changement peut affecter le cours futur de notre société, qu'il s'agisse de l'environnement ou des défis auxquels la démocratie est confrontée. Nous pouvons donc aller de l'avant avec une vision non critique d'internet en tant que moyen de communication et commencer à connecter tout le monde, mais cela nous mènera-t-il à un monde meilleur, que ce soit sur le plan environnemental ou autre ?

Un autre enjeu est lié à l'aspect informationnel des TIC. De nombreuses discussions portent sur leur aspect communicationnel. Mais la dimension informationnelle et la capacité à traiter l'information et ses résultats positifs – y compris dans le contexte environnemental – sont également très importants. Cela peut aussi être lié à des expériences concrètes en Inde, où les conséquences du changement climatique, par exemple, se font sentir de plus en plus durement. En 2018, par exemple, des inondations massives ont eu lieu au Kerala, dans le sud de l'Inde. C'était un événement vraiment massif, avec près de 90% de la région touchée. Plus récemment, il y a eu à nouveau des pluies massives, avec beaucoup d'inondations et de glissements de terrain, qui ont fait de nombreuses victimes.

Or, parallèlement à cela, il existe des écosystèmes de données ouvertes et des technologies de surveillance du climat et de la météo, ainsi que de préparation aux catastrophes, et de nombreuses données et ressources sont disponibles. Voilà donc un cas où les TIC ont un énorme potentiel pour aider à résoudre nos problèmes, mais malheureusement, nous n'avons pas la capacité d'en tirer parti. C'est un domaine où il y a beaucoup à construire en termes d'échanges technologiques du Nord vers le Sud.

Si vous regardez l'histoire de l'industrie du vaccin en Inde, vous verrez qu'aujourd'hui, l'Inde est capable de produire et de fournir des vaccins dans le monde entier grâce aux investissements importants réalisés par le gouvernement indien et grâce aux transferts de technologie de l'ancienne Union soviétique et des pays voisins, sans lesquels nous n'aurions pas pu développer cette industrie que nous avons aujourd'hui. Dès lors, en plus de s'attaquer aux problèmes liés aux ressources – qui est une bataille qui doit se dérouler en grande partie dans le Nord, parce que les entreprises qui construisent ces technologies et qui consomment ces ressources sont principalement issues du Nord –, dans le contexte du Sud, nous devons aussi essayer de mieux exploiter ces capacités technologiques qui peuvent aider nos régions à faire face à de nombreuses menaces, y compris climatiques.

Paz Peña (Gato.Earth, Chile), sur base de l'article : « White Gold, Digital Destruction: Research and Awareness on the Human Rights Implications of the Extraction of Lithium Perpetrated by the Tech Industry in Latin American Ecosystems », *GISWatch 2020* (écrit avec Danae Tapia).

Il existe un désert au nord du Chili, appelé « le désert d'Atacama », où se trouve le « salar d'Atacama ». Un endroit avec une biodiversité incroyable et une culture millénaire qui est une composante importante de la diversité culturelle de ce continent. Et c'est là que se trouve l'une des plus grandes réserves de lithium du monde.

Le lithium est un élément fondamental tant pour la transition vers une énergie propre que pour la numérisation, car il est utilisé dans les batteries comme élément permettant de stocker l'énergie. Par conséquent, ce qui se passe dans le salar d'Atacama avec l'extraction du lithium est intéressant à deux égards. Premièrement, cela montre comment la numérisation et la transition vers une énergie propre sont profondément dépendantes de l'utilisation des minéraux. Et deuxièmement, cela jette une nouvelle lumière sur les relations inégales entre le Sud et le Nord.

Pour extraire le lithium dans le salar d'Atacama, on a recours à « l'exploitation hydraulique », un procédé qui nécessite d'énormes quantités d'eau et l'utilisation de divers produits chimiques. Il faut comprendre ce que cela signifie dans le contexte d'un désert, où l'eau est déjà extrêmement rare. Cela a évidemment forcé les populations indigènes présentes sur place à partir et à migrer vers les villes. Cela a également mis en danger de nombreuses espèces animales, avec comme résultat des répercussions non seulement aux niveaux de la région mais aussi national.

Dans le même temps, le Chili est actuellement dans un processus politique d'écriture d'une nouvelle Constitution. Et ce processus est en partie dû à des territoires comme cette région du Nord qui ont décidé de protester au niveau national contre le modèle économique extractiviste qui domine le pays et qui a conduit à la création de nombreuses zones qu'on appelle des « zones sacrifiées », c'est-à-dire des zones où le niveau de pollution, le niveau de contamination, la rareté de l'eau sont si massifs que personne ne peut plus envisager d'y vivre, à l'exception des travailleur-euses de ces entreprises extractivistes.

C'est donc précisément ce modèle de développement qui est débattu dans le cadre du processus constituant. Voulons-nous que notre pays continue à être dépendant de l'extractivisme, avec l'extraction du cuivre – un autre élément très important pour la numérisation et la transition énergétique –, historiquement important, et aujourd'hui aussi avec l'extraction du lithium ?

Or, cette question en soulève une autre : pourquoi le peuple chilien devrait-il se sacrifier pour que le Nord global ait ses voitures électriques ? Pourquoi les Chiliens devraient-ils payer les conséquences de la transition énergétique dans le Nord global ? Pourquoi devons-nous continuer à penser que la transition énergétique devra reposer sur les voitures électriques, et non, par exemple, sur un compromis du Nord global pour améliorer et mieux utiliser les transports publics ? Il y a un dicton qui dit que si vous prenez les esprits les plus brillants et vous les mettez en petits groupes pour réfléchir à la meilleure façon

d'organiser un mode de transport écologique, ils arriveront tous à la même conclusion, et ils inventeront les transports publics. Aucun d'entre eux ne proposera la voiture électrique, parce que c'est précisément absurde.

Et pourtant, alors que le Chili tient cette discussion nationale sur sa nouvelle constitution, nous venons d'apprendre que l'organisation allemande pour la coopération internationale a lancé une alliance avec Volkswagen et d'autres entreprises intéressées par le lithium chilien – y compris Fairphone, qui essaie de se présenter comme faisant partie de l'économie circulaire – pour organiser des consultations et un dialogue local dans cette région du nord du Chili autour de l'extraction du lithium. Bien sûr, l'Allemagne et ces entreprises sont très intéressées par le lithium chilien, mais elles savent aussi que l'extraction du lithium a de très mauvaises répercussions sur l'environnement. Ils ont donc lancé cette alliance pour tenter d'instaurer un dialogue et trouver les meilleures pratiques, etc.

Mais cela soulève immédiatement la question suivante : de quel droit cette agence allemande vient-elle s'installer dans le nord du Chili pour faciliter le dialogue sur l'extraction du lithium, alors qu'elle est directement intéressée par le maintien de ce modèle de développement extractiviste ? Pourquoi ce dialogue alors que, parallèlement, le Chili est justement en train d'écrire une nouvelle Constitution qui tentera de définir un nouveau modèle de développement de manière démocratique et participative ? Il est très intéressant de constater qu'avec l'extraction du lithium, les relations entre le Nord et le Sud s'inscrivent à nouveau dans un cadre très colonial.

Dans ce contexte, s'il est évident que nous devons nous orienter vers des énergies plus propres et vers la numérisation afin d'avoir plus de services au lieu de produire plus de produits, nous devons également penser cela en fonction d'un nouveau modèle de développement. Des questions comme l'économie circulaire sont extrêmement importantes, par exemple, mais en réfléchissant à ces questions, nous devons garder à l'esprit une critique fondamentale du capitalisme extractiviste. Car la production de déchets, par exemple, est un élément fondamental du capitalisme extractiviste. Ce n'est pas une conséquence indésirable. C'est une partie inhérente de ce mode de production incroyablement inefficace qui doit se conformer au mandat capitaliste d'accumulation. Si l'on pense par exemple au marché de l'alimentation et à la façon dont, année après année, des tonnes de nourriture sont jetées, on se demande comment un système aussi inefficace peut se maintenir. Et c'est la même chose avec les déchets électroniques. C'est un élément fondamental du capitalisme dans le monde technologique. Donc si nous essayons de penser à une économie circulaire, nous devons commencer par une critique radicale du capitalisme et de la façon dont il génère inévitablement des déchets massifs, sinon ce ne sera qu'un nouvel argument en faveur du capitalisme vert.

Commentaires complémentaires

Patience Luyeye (DRC), sur base de l'étude de cas : « Case study - The fate of women artisanal miners in Katanga in the Democratic Republic of Congo ».

La situation en RDC, par exemple dans les mines de la région du Katanga, dans l'est du pays, est très similaire à ce qui a été décrit à propos du nord du Chili. Mais ce qui est aussi particulièrement frappant, c'est le coût humain de ces activités. La plupart des habitant·es de ces régions souffrent de terribles maladies.

Beaucoup d'enfants sont embauchés dans ces mines, ce qui est un problème qui gangrène lentement ces communautés. Les enfants quittent l'école – parfois parce que leurs parents n'ont pas les moyens de les scolariser – et finissent par travailler dans ces mines, ce qui est extrêmement bénéfique pour les propriétaires des mines car il s'agit d'une main-d'œuvre bon marché.

Les femmes sont également particulièrement touchées et subissent toutes sortes de violences. Beaucoup de femmes enceintes perdent leur enfant ou donnent naissance à des enfants présentant des malformations.

Tous ces problèmes sont très graves et importants, et les entreprises qui fabriquent et vendent ces appareils (smartphones, ordinateurs, etc.) sont tout aussi responsables que les propriétaires des mines et devraient être tenues elles aussi responsables.

Hemantha Withanage (FoE International-Center for Environmental Justice, Sri Lanka).

Il est évident que de nombreux problèmes liés à l'environnement et aux droits humains se posent à l'extrémité extractive de l'industrie des TIC. Mais il existe également de nombreux problèmes liés à la mauvaise gestion des déchets électroniques, notamment en Asie et, plus généralement, dans les pays en développement. Au Sri Lanka, par exemple, une grande partie des appareils électroniques utilisés sont des appareils bon marché provenant de Chine ou d'autres pays, et qui ne durent pas très longtemps, de sorte que les déchets générés sont très importants. Il y a aussi des articles d'occasion en provenance d'Europe et d'autres pays développés qui ajoutent au problème des déchets.

Or, ces pays en développement ne disposent pas des installations et des moyens nécessaires pour collecter et recycler tous ces déchets. Ces appareils se retrouvent donc dans des décharges, où la plupart des travailleur·euses qui les manipulent n'ont probablement jamais utilisé de smartphones et n'ont certainement jamais touché à un ordinateur. Et pourtant, ce sont elles/eux qui sont contaminés.

À l'heure actuelle, en raison du covid, de nombreux étudiant·es sri-lankais·es doivent suivre un enseignement à distance sur une plateforme, mais 60 % d'entre elles/eux n'ont pas accès à un smartphone ou à un ordinateur. Ils/elles doivent donc parfois travailler dans les zones d'extraction de sable ou effectuer d'autres travaux pour pouvoir simplement acheter un téléphone. C'est donc aussi une

question d'équité que d'essayer de donner accès aux objets électroniques à tout le monde, tout en s'assurant que la manipulation des déchets n'est pas seulement supportée par les plus vulnérables.

Discussion



Thème 1 - Existe-t-il un moyen plus écologique d'extraire le lithium et les autres minéraux utilisés dans les TIC ? Serait-il utile de disposer de meilleurs mécanismes d'évaluation des incidences et de contrôle de l'impact environnemental ? Qu'en est-il des perspectives de recyclage (ex. : « mines urbaines ») ?

Paz Peña:

Il existe différentes façons d'extraire le lithium, en fonction de la région où il se trouve. Mais dans le cas du salar d'Atacama, l'extraction hydraulique est la méthode la moins chère, qui permet donc de maximiser les profits des entreprises qui y travaillent. Mais nous devons d'abord nous demander s'il existe vraiment une forme d'extraction « durable ». Il est en fait impossible aujourd'hui d'avoir une mine verte. Cela n'existe pas, sauf comme publicité mensongère dans le contexte d'une pression croissante pour plus de durabilité. Toute mine a d'énormes conséquences écologiques, sociales et culturelles. Par conséquent, au lieu d'essayer de trouver un moyen de le faire plus efficacement ou plus durablement, la question devrait être la suivante : OK, nous allons exploiter une mine et quelqu'un devra payer pour cette mine, et des zones devront être sacrifiées. Par conséquent, engageons un véritable dialogue pour déterminer si nous allons continuer à suivre cette logique d'extractivisme pour permettre au Nord global d'avoir ses voitures vertes, par exemple. Ou bien allons-nous avoir un dialogue entre le Nord et le Sud, en reconnaissant que nous devons passer aux énergies vertes, mais aussi qu'il faut reconsidérer l'ensemble du fonctionnement de l'économie en termes d'extraction et de consommation sans fin, en particulier dans le Nord. Il doit y avoir une limite. Nous ne pouvons pas demander au Sud de venir sauver le Nord sans que celui-ci ne fasse de sacrifice.

Un autre aspect de ce débat, qui est également présent au Chili, consiste à dire : OK, alors la solution est de nationaliser l'industrie du lithium afin d'en faire une extraction par et pour l'État. Aujourd'hui, le lithium est extrait par une société américaine et une société chilienne qui a été créée à l'époque de la dictature de Pinochet. Une solution envisagée serait donc de nationaliser cette industrie. Mais la vérité, c'est que cela ne garantit pas que nous en ayons fini avec l'extractivisme. Nous aurons toujours un extractivisme, mais nationalisé.

En ce qui concerne les mécanismes d'étude d'incidences, il est évident que l'évaluation et le suivi doivent être améliorés. Mais il faut toujours garder à l'esprit qui fait l'évaluation. Si nous prenons l'exemple du Partenariat pour un lithium responsable, l'évaluation sera effectuée par Volkswagen. Or, les droits humains ne fonctionnent pas sur un pied d'égalité, comme l'idéal libéral voudrait nous le faire croire.

Volkswagen ne viendra pas dans le nord du Chili pour s'asseoir avec la population locale dans une relation d'égal à égal. Cela n'existe pas. Le pouvoir économique dont dispose Volkswagen dans la zone, notamment avec l'argument selon lequel il apporte des emplois, signifie que la situation n'est pas du tout équilibrée. Il faut donc regarder cela avec attention parce qu'aujourd'hui la plupart des « solutions » proposées sont liées à ce type de mécanismes, qui sont bons en principe, mais qui finissent par être utilisés comme de l'écoblanchiment (*greenwashing*). En réalité, le problème est beaucoup plus complexe et beaucoup plus multidimensionnel. Nous ne devons donc pas le considérer comme un problème nécessitant des solutions définitives et absolues, car nous ne les trouverons pas. Les réponses devront être diverses, en fonction des territoires.

Hemantha Withanage:

En ce qui concerne les possibilités de recyclage, que les gens appellent aussi « l'exploitation minière urbaine » (*urban mining*), la plupart des pays ne disposent tout simplement pas des installations nécessaires. Nous avons également besoin de plus de recherches pour savoir dans quelle mesure cela peut réellement fournir des minéraux adéquats. La Corée du Sud, par exemple, avait l'habitude d'envoyer ses matériaux usagés en Chine, mais cette dernière a réalisé que la pollution était si élevée dans cette industrie du recyclage qu'elle a cessé de le faire. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles il n'y a pas beaucoup de recyclage. Une solution serait d'imposer une sorte de soutien juridique pour que les entreprises en Europe, par exemple, aient une responsabilité dans leur production externe pour reprendre ces produits et les recycler. Pour l'instant, c'est très coûteux, alors ils se tournent vers les pays en développement comme la Chine pour s'en occuper.

Arun Madhavan:

Comment pouvons-nous aborder ces problèmes sans nous confronter au consumérisme et au capitalisme ? Il y a une fabrication continue de nouvelles demandes. Et tant que nous pouvons déplacer le problème, allons-nous nous arrêter ? Il y a une prise de conscience dans le Nord, et cela pourrait certainement conduire à des changements importants, y compris dans le Sud. Mais dans le Sud, aujourd'hui, nous ne voyons pas la même opposition que dans les années 1980, par exemple, lorsque les gens se battaient contre la destruction de la forêt. L'une des raisons est que les demandes et la perception des besoins ont changé. Même au Kerala, après les inondations massives, le gouvernement de gauche-progressiste a mis en œuvre des plans préjudiciables à l'environnement et le tollé public est plutôt muet, car la perception des besoins et les demandes sont très différentes de ce qu'elles étaient auparavant. Nous avons donc besoin d'un changement culturel et politique. Et cela nécessite de projeter une vision du monde différente. Cela nécessite également un autre type de leadership, qui, je le crains, fait actuellement défaut, du moins dans la région du Kerala.

Thème 2 - Comment aborder les perturbations causées par la numérisation et leurs implications en termes de dommages environnementaux mais aussi en termes d'écologie sociale ?

Sofia Monsalve (FIAN):

Dans cet état de crises multiples que nous vivons et qui sont liées à l'effondrement écologique, il est très important d'essayer de construire une nouvelle relation avec la nature, et de comprendre que nous faisons partie de cette nature. Il s'agit d'un changement de paradigme très profond. Il exige que nous nous penchions sur la dimension de la santé de la planète, mais aussi sur notre propre santé. Nous devrions vraiment inclure cette dimension de santé, y compris la santé mentale, lorsque nous discutons des impacts des TIC. Ceci est directement lié à la question de « l'écologie sociale » qui a été soulevée.

Venant du domaine des systèmes alimentaires, il est très important pour nous de voir comment les gens et les communautés peuvent reconstruire une nouvelle relation avec leurs territoires et avec la biodiversité de leurs territoires, précisément parce que c'est très important pour leur santé. Une alimentation saine est une alimentation que vous pouvez trouver dans vos territoires, qui peut être produite dans ces territoires, et qui est produite de manière agroécologique. Cela implique une relation directe avec la nature. C'est pourquoi, à cet égard, les TIC et la numérisation peuvent sembler éloigner les personnes et les communautés de cette relation directe avec la nature. Par exemple, pour savoir si un aliment est sain, vous utiliserez une application qui retrace toute l'origine des produits dans le supermarché, mais ce n'est pas ce dont nous avons besoin pour améliorer la santé et la nutrition des communautés. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une reconstruction en lien avec les territoires et avec la nature en tant que communauté.

Arun Madhavan:

Je suis d'accord avec le sentiment d'aliénation et avec la façon dont les communautés ont changé. J'ai été impliqué dans le mouvement du logiciel libre à partir de la fin des années '90, et j'ai vu comment la notion de communauté avait changé avec des implications désastreuses. Mais en même temps, je ne dirais pas que nous devrions revenir en arrière et nous couper des technologies et des espaces numériques. Je pense que nous devons trouver un équilibre. Le problème c'est que je ne pense pas que la grande majorité de la population, notamment dans les régions en développement, ait atteint un stade où elle peut avoir ce juste équilibre. Parce que cette technologie a été introduite à un rythme très rapide, et le type de perturbation qu'elle apporte à leur façon de donner un sens à ce monde est vraiment rapide et difficile à gérer. Pour donner un exemple, la plupart des gens croient encore que les caméras ne mentent pas, alors que nous savons maintenant qu'il est facile de faire mentir les caméras et de fabriquer des interprétations. Quelle est donc la vérité ? Comment un homme ordinaire peut-il donner un sens à

la réalité ? C'est une situation vraiment difficile. À quelle vitesse et à quel point devons-nous introduire le numérique ? Je n'en sais rien. Mais nous devons y réfléchir.

Thème 3 - Comment se fait-il que les impacts environnementaux désastreux des TIC ne suscitent pas plus d'opposition, surtout si on compare avec les mouvements contre l'extractivisme dans les années 1980 et 1990 par exemple ?

Arun Madhavan:

La crise actuelle n'est pas seulement environnementale. Elle se produit sur de multiples fronts. Nous ne parviendrons pas à relever le défi climatique sans relever ces autres défis complémentaires. Mais la nature même du capitalisme est vouée à créer ces crises. Alors comment pouvons-nous remettre en question ce paradigme dominant du capitalisme ? Il y a quelques décennies, nous avions un véhicule puissant, le monde du travail. Le monde du travail en tant que classe était un véhicule puissant par lequel nous pouvions résister à de nombreux effets néfastes du capitalisme. Et les mouvements ouvriers et environnementaux se nourrissaient l'un l'autre. Mais aujourd'hui, nous avons perdu le puissant mouvement ouvrier, et nous avons perdu le puissant mouvement environnemental qui le complétait, même de manière souvent conflictuelle. Les aspirations ont changé. Le mouvement ouvrier n'est plus une force puissante. Les capitalistes et les forces de droite ont pu s'approprier cette classe ouvrière qui devrait faire partie des mouvements progressistes et environnementaux. Si nous ne réalisons pas cela et si nous ne relançons pas cette collaboration avec les travailleur·euses, nous ne gagnerons jamais.

Mai Taqueban (FoE-LRC, Philippines):

Ce n'est pas tant que le mouvement environnemental soit faible, c'est simplement que l'appréciation de ces nouvelles technologies est problématique. Parce qu'elles sont si banales, elles font partie de notre pratique quotidienne. Elles sont différentes d'une énorme mine à ciel ouvert qui devient une usine en acier, etc. Ici, nous parlons presque d'une extension de nous-mêmes, d'un moyen par lequel nous communiquons avec les autres. Peut-être avons-nous cessé de voir ces objets pour ce qu'ils sont réellement : faits de métaux précieux, etc. Au lieu de cela, nous les avons abstraits en tant que moyens de communication. Malgré les batteries au lithium, le nickel, etc., vous ne pouvez pas éteindre votre téléphone. C'est comme si vous étiez dans la matrice et que vous étiez accroché à ces objets. Le média lui-même crée, permet et soutient cette consommation. Nous avons parlé de l'évolution des aspirations. Aujourd'hui, dans les communautés indigènes avec lesquelles nous travaillons, les TIC sont également devenues un outil permettant de s'identifier comme faisant partie de la modernité. Ces technologies ne sont pas seulement des choses en soi, elles sont porteuses de significations pour les identités et le capital social, ce qui les rend plus stimulantes.

Hemantha Withanage:

Un autre problème est peut-être que la question du climat a pris beaucoup de place dans les discussions et les luttes environnementales, ce qui fait que nous n'avons pas suffisamment de temps pour les luttes de terrain contre l'exploitation minière et l'extractivisme (sauf peut-être pour le pétrole) ?

Richard Hill:

Ce qui se passe avec les TIC et l'environnement, nous l'avons vu se produire dans d'autres domaines : il y a des impacts sur les droits humains, l'inégalité économique, etc. Or, dans la plupart des autres domaines, la société civile est assez consciente de ce que font les entreprises. Elles maximisent leurs profits et pour ce faire, elles peuvent sacrifier l'environnement, les droits des travailleur-euses, les droits humains, etc. Mais d'une certaine manière, il y a cette présomption que cela ne se passe pas dans le secteur des TIC... jusqu'à ce que nous ayons les dernières révélations sur Facebook par exemple. Il y a cette présomption que la devise de Google « ne pas faire le mal » est vraie, et que les grandes entreprises des TIC ne font que de bonnes choses. Par exemple, elles aident l'environnement parce qu'elles rendent les choses plus efficaces, et les voitures électriques sont formidables, mais personne ne parle des batteries au lithium. Et les effets négatifs directs des TIC sur l'environnement (déchets électroniques, consommation d'électricité) ne sont pas vraiment pris en compte. Il y a donc une sorte de mentalité pro-technologie, pro-TIC, pro-internet que nous devons combattre. Et nous devons examiner clairement les inconvénients ainsi que les avantages des TIC et d'internet, et évaluer l'impact net, et pas seulement l'impact favorable.



Session 2 - À quoi pourrait ressembler une numérisation juste et durable ?

Espoirs et impasses des « solutions vertes »

Quels sont les futurs durables pour le développement des technologies numériques et que penser des « solutions vertes » dominantes ? Quel rôle les solutions techniques comme le recyclage ou l'éco-conception peuvent-elles jouer dans ces scénarios et quelles sont leurs limites ?

Présentations introductives

Leandro Navarro (Pangea/eReuse, Espagne), sur base de l'article: « What is the circular economy of ICTs? », GISWatch 2020.

L'économie circulaire est intéressante parce que c'est quelque chose qui dépend de nous. Il est important de se rappeler que nous ne sommes que des utilisateur·trices de cette planète. Nous n'avons pas la possibilité de concevoir son fonctionnement. Mais nous pouvons construire, utiliser, échanger, dématérialiser et reconstruire des dispositifs TIC pour essayer d'atteindre la durabilité. À cet égard, l'économie circulaire peut apparaître comme une partie de la solution, sachant qu'il n'existe pas de solutions simples ou uniques.

Pour avoir une meilleure idée de notre place sur la planète, nous pouvons commencer par nous rappeler à quel point, nous, les humains, pesons peu par rapport aux autres animaux et, plus encore, aux plantes. Si vous prenez le poids total supporté par la planète, les plantes dominent de loin. Et dans le règne animal, par rapport au nombre d'insectes ou de poissons, celui des êtres humains est extrêmement faible. Si vous mesurez en quantité de carbone le poids moyen d'un humain, vous arrivez à environ 10 kg, tout le reste étant composé d'eau. Si vous recyclez un humain, il ne vous reste donc plus que 10 kg de poussière.

Si nous examinons la quantité d'appareils électroniques que nous achetons et jetons chaque année, nous constatons que nous avons un énorme problème de déchets électroniques. Chaque année, nous produisons environ 57 millions de tonnes de déchets électroniques, provenant non seulement des TIC, mais aussi d'autres appareils connectés à l'électricité. Si vous prenez les ordinateurs, par exemple, ils sont beaucoup moins nombreux que les téléphones portables, mais ils pèsent beaucoup plus. Nous sommes donc confrontés au problème des déchets générés par tous les appareils qui sont produits et vendus chaque année. Et la question est : comment pouvons-nous réduire ces déchets ?

Une solution consiste à examiner la durée de vie de ces appareils. Si nous regardons les statistiques, pour différentes raisons, les téléphones portables durent très peu, et lorsque nous cessons d'utiliser un ordinateur, nous le mettons parfois au recyclage, ce qui semble être une bonne chose, mais il serait en fait préférable de continuer à l'utiliser tant qu'il fonctionne, car l'impact environnemental de la production de ces appareils est massif, bien plus important que les 10 kg de carbone que nous pesons

en tant qu'êtres humains. Derrière les 200gr à 5 ou 7kg d'un ordinateur, il y a en fait beaucoup plus de matière et d'énergie impliquées dans la fabrication qui ne se voient pas et qui justifieraient de le faire durer beaucoup plus longtemps.

En gardant cela à l'esprit, nous pouvons examiner tous les appareils potentiellement actifs à un moment donné, qu'ils soient dans leur première, deuxième ou troisième année d'utilisation. Nous verrions que près de la moitié de ces appareils sont des téléphones portables, que l'on tend vite à considérer comme obsolètes. Nous générons déjà une énorme quantité de déchets. Si nous continuons à jeter ces appareils qui pourraient encore être utilisés, nous allons continuer de fonctionner dans une forme d'économie linéaire qui n'est pas viable. À l'inverse, si nous parvenons à améliorer la proportion des appareils existants que nous utilisons réellement, nous réduirons automatiquement la quantité de déchets.

L'idée de l'économie circulaire consiste idéalement à faire en sorte qu'aucun déchet ne soit généré. Évidemment, il ne s'agit que d'un idéal. Nous n'y arriverons jamais complètement. Mais cela peut tout de même être un objectif en matière de développement durable, non seulement dans le domaine des TIC, mais aussi dans la vie en général. Essayer d'avoir le moins de déchets possible et donc maintenir les produits à leur valeur maximale tout en réduisant autant que possible les déchets qui ont une faible valeur (ou même une valeur négative car ils nous nuisent).

Pour rester en phase avec l'objectif de maintenir l'augmentation des températures mondiales en dessous de 1,5 °C, nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus ou moins la moitié avant 2030. Nous n'en sommes encore qu'à mi-chemin, mais nous constatons en même temps que le secteur des TIC va exactement dans la direction opposée. Certes, on nous dira que la durabilité des TIC est une chose, mais il faut considérer aussi le rôle positif des TIC dans la durabilité des sociétés. Nous entendons souvent dire que le secteur des TIC va se développer et qu'il sera extrêmement utile pour rendre les sociétés plus durables, mais cela reste à prouver.

Nous pouvons donc considérer l'économie circulaire comme un circuit dans lequel nous, en tant qu'êtres humains, avons la capacité de décider de tout ce qui se passe dans le circuit, de la conception et de la production à la consommation, l'utilisation, la collecte et le recyclage. Bien sûr, il existe différents types d'acteur-trices. Aujourd'hui, on attend généralement des citoyen-nes qu'ils achètent, consomment, utilisent et éliminent, tandis que d'autres se chargent du traitement, de la conception, etc. Mais nous sommes tous des êtres humains après tout. Une autre façon de voir l'économie circulaire est de la considérer comme un circuit où les appareils sont conçus, fabriqués, vendus, utilisés, collectés et préparés pour une utilisation locale par un-e professionnel-le, mais aussi par nous-mêmes en tant qu'utilisateur-trices. Nous pouvons les préparer et les donner à d'autres personnes au sein de notre organisation, de notre foyer ou de notre ville qui en auraient besoin et ainsi améliorer autant que possible la durée de vie utile de l'appareil. Et lorsqu'ils ne peuvent plus être utilisés, nous pouvons essayer de trouver un moyen durable de les collecter et de les dématérialiser, c'est-à-dire de retirer tout

ce qui peut être réutilisé dans de nouveaux appareils (matériaux, pièces), au lieu de générer des déchets à incinérer ou à enterrer.

Cela pourrait faire partie de la solution, sachant encore une fois qu'il n'y a pas de solutions simples et que nous ne pouvons que viser à améliorer le processus. La bonne nouvelle, c'est qu'il existe des exemples de façon de procéder dans de multiples domaines : depuis ce que l'on appelle la « conception écologique » au contrôle des conditions environnementales et de travail dans les usines, en passant par la certification des processus de conception et de fabrication pour s'assurer que nous ne faisons pas que de l'écoblanchiment.

Au moins en Europe, les entités publiques peuvent jouer un rôle fondamental lorsqu'elles achètent ces appareils en raison du volume acheté, ce qui leur donne beaucoup de pouvoir sur le fabricant pour s'assurer qu'il respecte des conditions environnementales et sociales décentes dans ses usines, ce qui finit par profiter à tout le monde puisque ces usines travaillent pour beaucoup de clients différents.

D'autres initiatives tentent d'encourager les citoyen·nes à se donner les moyens de réparer, afin de prolonger la durée de vie utile des équipements. Il y a aussi beaucoup d'exemples d'entreprises sociales qui préparent des appareils pour que d'autres puissent les utiliser en seconde main. Il existe également des initiatives qui visent à permettre aux gens d'utiliser simplement un appareil plutôt que de le posséder. La plupart d'entre nous n'ont pas besoin de posséder des appareils, nous avons simplement besoin de les utiliser. Nous pouvons donc trouver un modèle dans lequel nous payons pour l'utilisation plutôt que pour l'achat et lorsque nous ne voulons plus utiliser l'appareil, le fournisseur de services peut le louer à quelqu'un d'autre. Cela inciterait ce fournisseur à acheter des appareils qui durent longtemps, car c'est plus rentable pour lui.

Une autre possibilité encore est de travailler sur les marchés publics. Par exemple, la ville de Barcelone achète beaucoup d'ordinateurs chaque année et cesse d'en utiliser beaucoup chaque année également. Or, dans le même temps, nombre de besoins dans la communauté ne sont pas satisfaits. Nous pouvons donc tirer parti de cette situation en collectant les ordinateurs usagés, en les préparant et en les donnant aux personnes dans le besoin, ce qui crée également une plus grande valeur sociale.

Dans tout cela, la numérisation de la chaîne de valeur est importante, car elle nous permet de voir, de compter, de calculer. Elle peut donc être utile pour surveiller l'industrie et la société dans leur utilisation des appareils.

Enfin, il existe également de nombreuses initiatives de recyclage dans le monde qui sont de bons exemples à suivre et qui combinent non seulement la minimisation de l'impact environnemental, mais aussi la maximisation de l'impact social dans les communautés où elles travaillent.

Tâmara Terso (Intervozes, Brésil), basé sur le projet « Territórios Livres, Tecnologias Livres ».

Nous allons présenter deux expériences qui sont en cours à Intervozes depuis environ deux ans. Des expériences qui travaillent avec des peuples traditionnels et des communautés rurales dans la perspective de partager des connaissances autour des conceptions de la technologie et de la promotion des droits : droit au territoire, promotion des droits humains, et promotion de l'accès à internet. Non seulement un accès qui garantit une certaine utilisabilité, mais aussi un accès dans le sens de la construction effective des réseaux numériques, de la construction de formes d'accès. Et ce, dans un dialogue avec les modes de vie traditionnels que ces peuples ont développés depuis des millénaires. Beaucoup d'entre eux, en particulier les peuples amérindiens, les peuples indigènes, les peuples quilombolas du Brésil, étaient ici bien avant le processus de colonisation et le capitalisme qui se sont imposés depuis lors. Or, aujourd'hui, la perspective dominante sur les technologies numériques est très axée sur l'accumulation de profits, ce qui ne fait pas partie de la cosmovision de ces communautés.

La première expérience est le projet de cartographie « territoires libres, technologies libres ». On vient de terminer sa première phase. Elle a débuté en 2020 avec Intervozes et deux autres organisations, le Mouvement des femmes rurales du Nord-Est (MMTR-NE) et la Coordination nationale de l'articulation des communautés rurales noires Quilombola (CONAQ). L'objectif était d'identifier et d'échanger sur les conceptions de la technologie et les usages de la technologie dans trente-trois territoires de femmes, d'agriculteurs ruraux et de peuples indigènes quilombos dans les neuf États du Nordeste brésilien, afin de comprendre un processus plus large qui part du besoin et des inégalités d'accès à l'internet, lesquelles se sont intensifiées dans ces territoires au moment de la pandémie.

Le premier axe consistait ainsi à cartographier les conceptions de la technologie dans ces territoires. Les communautés impliquées ont partagé avec nous une idée plus large des technologies, pas seulement basée sur le besoin de technologies numériques, mais aussi sur l'idée de technologies construites depuis longtemps dans ces territoires, des technologies que nous appelons ancestrales. Ce sont des technologies de gestion du territoire. Des technologies de soins. Des technologies de médecine traditionnelle à base de plantes. Des technologies de dialogue et de respect pour les générations plus anciennes et plus jeunes de chaque communauté.

Tout cela, sur la base d'un engagement à construire ensemble, de manière partagée, la connaissance et la coexistence dans ces territoires, en partant de l'idée que nous ne pouvons pas dissocier la nature des personnes, les êtres humains des autres êtres vivants. Ce sont toutes les formes de diversité vivante qui partagent des connaissances et un mode de vie donné. Et beaucoup sont menacées par cette expansion d'un développement prédateur. Car cette notion de « développement », qu'il soit durable ou non, porte en elle une idée d'expansion. Une idée d'invasion, d'une avancée sur des territoires, sur des modes de vie, dans le sens d'une dichotomisation, d'une soumission et d'une subordination de certains peuples et espèces à certaines technologies au détriment d'autres.

Nous avons donc fini par remettre en question cette idée de développement, d'expansion, d'avancée, car lorsque nous partageons des connaissances avec ces peuples, nous comprenons que la coexistence n'est pas basée sur le changement, mais sur le partage d'expériences. Et le partage des expériences aide à construire la coexistence sur un territoire avec les diversités climatiques et avec les formes cycliques que les êtres vivants présentent dans leurs incarnations et conceptions les plus diverses. C'est un aspect important de la recherche : les conceptions des gens en matière de technologie doivent être amplifiées de sorte qu'il n'y ait pas de superposition entre les technologies numériques et les technologies ancestrales, mais plutôt un mouvement de partage et de coexistence entre elles.

Le deuxième axe de la cartographie concerne les usages de ces technologies. Lorsque nous élargissons notre regard à ces territoires, nous nous rendons compte que la manière dont ce processus expansionniste de développement se présente à ces modes de vie et à ces communautés est toujours avec une idée de subjugation des connaissances territoriales. Pour donner un exemple : l'une des principales politiques mises en œuvre au Brésil pour tenter d'atténuer les dommages causés par le covid-19, en particulier sur les familles à faible revenu, a été une politique de distribution de ressources de la part du gouvernement fédéral. Cette politique a été mise en œuvre par le biais des technologies numériques, par la plateforme. Mais c'était sans compter sur le fait qu'une grande partie des territoires ruraux des peuples et communautés traditionnelles ont d'énormes difficultés à accéder aux technologies numériques. Par conséquent, une grande partie de ces communautés n'a pas pu accéder à cette aide d'urgence pendant la pandémie.

Ce mois-ci, le dernier versement sera distribué. Les mouvements sociaux se sont battus pour que cette aide soit étendue, mais dans sa conception même, elle repose sur cet assujettissement des territoires aux technologies numériques. La forme même de l'accès au droit rend impossible l'accès effectif de ces communautés, du fait de leur manque d'accès aux technologies numériques. Or, d'autres politiques publiques brésiliennes se sont appuyées sur des technologies différentes. Mais la coexistence de ces technologies est en danger avec la plateforme des politiques publiques au Brésil. Prenons l'exemple de la technologie CadÚnico. Elle est développée depuis 2013 par le gouvernement fédéral. Elle consiste en un registre unique qui permet à n'importe qui d'accéder physiquement à un espace où des questions sont posées non seulement pour savoir si la personne a besoin d'une ressource ou non, mais aussi pour comprendre son mode de vie intégral : sa situation économique et psychologique, la violence qu'elle subit, celle qui vient du racisme, du machisme, etc.

Ce registre n'a pas été pris en compte dans le processus de distribution de l'aide d'urgence pendant la pandémie. C'est très inquiétant, car c'est un exemple de la manière dont les technologies numériques sont mises en œuvre dans ces communautés. Il s'agit toujours d'un processus d'assujettissement qui touche à des aspects fondamentaux de l'autodétermination. À aucun moment ces communautés n'ont été écoutées sur la manière dont elles pourraient avoir accès à ce droit.

Maintenant, nous allons commencer la troisième phase du projet qui est la construction, avec ces communautés, d'une campagne de mobilisation autour de ces thèmes : l'inégalité d'accès à l'internet, mais aussi la visibilité des technologies ancestrales qui doivent continuer à coexister, sans sous-évaluer et sans réduire l'importance d'un objectif fondamental de ces communautés, qui est de maintenir leurs modes de vie. Ceux-ci sont cycliques depuis des millénaires, à partir de cette simplicité qui a également été évoquée avec l'économie circulaire. Mais avec une différence essentielle. Trop souvent, l'économie circulaire est présentée comme une solution verte qui s'inscrit encore dans ce processus expansionniste de développement, avec une logique capitaliste de génération de profits que nous devons remettre en question.

Pedro Ekman (Intervezes, Brasil).

La deuxième expérience a eu lieu dans la ville de São Paulo avec le peuple indigène Guarani. La ville de São Paulo est la plus grande ville d'Amérique du Sud. Elle compte une population de dix millions d'habitants. Dans sa municipalité, elle possède deux territoires indigènes délimités. Ces deux territoires sont destinés au peuple Guarani. Iels ne dépendent pas de l'État, et iels ont une autonomie totale pour gérer ce territoire. Environ deux mille indigènes vivent sur ces deux terres délimitées dans cette ville de dix millions d'habitant-es.

Des dizaines de rivières traversent la ville de São Paulo, mais toutes ces rivières sont aujourd'hui mortes. La ville a réussi à toutes les tuer dans son processus de développement. La seule rivière encore en vie dans la ville de São Paulo est protégée à l'intérieur d'une terre indigène. Cela nous montre l'importance que les technologies de résistance produites par ces peuples ont pour le contexte général de l'humanité. La pandémie a montré une fois de plus que nous vivons la fin d'un monde. Nous vivons un effondrement des modèles de développement et de production établis jusqu'à présent. C'est pourquoi nous avons commencé à étudier la façon dont ces peuples indigènes quilombos ont évolué. Ils ont déjà résisté et survécu à de nombreuses fins du monde, ils peuvent donc nous aider à réfléchir à notre relation avec la technologie.

Il y a au moins cinq cents ans, au Brésil, le monde dans lequel ils vivaient a commencé à s'effondrer jusqu'à s'achever avec le processus de colonisation. Et pourtant, ils sont encore là et ils nous montrent comment il est possible de maintenir une relation avec la planète. Ils ne séparent pas l'humanité de l'environnement, alors que les sociétés capitalistes considèrent la planète comme une ressource à exploiter, sans même chercher une manière durable de le faire. Ces personnes travaillent dans une matrice complètement différente. Ils ne considèrent pas la planète comme une ressource, ils se considèrent comme une partie de la nature. Ils ne défendent pas la nature, ils sont la nature qui se défend elle-même.

Les Guarani-es ont réussi à installer des connexions internet dans plus de vingt et un villages existant dans ces territoires. Cela les a aidés dans divers processus d'organisation politique, en facilitant la

communication. Les Guarani-es sont très dispersé-es sur leur territoire. Iels ont deux territoires indigènes à São Paulo, mais iels sont également présent-es au Paraguay, en Argentine et à Santa Catarina dans la région sud du Brésil. Iels ont également des relations avec les populations non indigènes depuis longtemps. Avec ces connexions internet, iels ont réalisé tous les avantages que cette technologie non indigène pouvait apporter du point de vue de l'organisation et de la communication. Elle facilite une série de processus, et permet d'accéder à des droits qui étaient auparavant peu accessibles sur le territoire.

Mais iels ont également réalisé qu'avec cette technologie non indigène des difficultés qui n'existaient pas ont commencé à apparaître. C'est pourquoi, en collaboration avec Intervezes, iels tentent de créer un processus collectif de relation avec cette technologie. Par exemple, nous recherchons des moyens d'établir un contrôle de l'accès à la connexion afin qu'iels puissent débattre collectivement de leur relation à internet. Jusqu'à présent, le choix se résumait à l'absence de connexion ou l'accès à tout l'internet. Mais iels ont compris qu'il était important de sortir de « l'économie de l'attention ». Les entreprises de l'internet se livrent une guerre constante pour capter l'attention. Et contrairement à la télévision et à la radio, les appareils comme les téléphones portables et les ordinateurs sont omniprésents et ininterrompus. Le téléphone portable est avec nous tout le temps, partout où nous allons, et la connexion internet nous offre du contenu en permanence, sans interruption.

Ce type de conflit pour l'attention, produit par l'économie même de l'internet, a un impact très important sur la vie de chacun-e, qu'iel soit indigène ou non. Il produit une série de maladies sociales appelées « crise de la présence », dans lesquelles nos corps et notre attention ne sont plus au même endroit. Nous canalisons notre attention vers des lieux et des questions qui n'ont absolument rien à voir avec notre présence. Cela a un impact sur la vie de chacun et chaune, mais encore plus sur la vie communautaire, car celle-ci dépend du travail collectif, et si chacun-e canalise individuellement son attention vers différents endroits d'un territoire qui a besoin du travail collectif pour exister, la vie communautaire s'effrite et se désagrège. Les Guarani-es l'ont compris très vite et ont commencé à essayer d'y faire face, en disant : « Nous avons besoin d'internet, mais la façon dont il se développe va finir par nous détruire. Nous devons donc trouver un moyen d'établir une relation avec l'internet qui nous permette de bénéficier des avantages qu'il nous apporte, tout en limitant au maximum les inconvénients qu'il nous apporte également ».

Une solution a consisté à installer des routeurs wifi internet et des dispositifs permettant de programmer les heures et les types de sites Web et d'applications auxquels les gens peuvent accéder à certaines heures. Par exemple, certains villages ont décidé que de six heures de l'après-midi à huit heures du matin, la seule chose disponible ce sont des applications de messagerie comme WhatsApp, Signal ou Telegram. Des applications qui sont faites pour communiquer avec d'autres personnes. Tout le reste de l'internet est bloqué pour que la compétition pour l'attention n'ait pas lieu. De cette façon, iels peuvent

se consacrer au repos et aux activités de la vie communautaire qui sont sacrées pour elleux, y compris les rituels quotidiens qui devenaient très difficiles à accomplir avec internet.

En conclusion, ce travail a été très important pour nous montrer que nous avons beaucoup à apprendre de ces technologies ancestrales. Des technologies qui ne sont pas nécessairement synonymes de dispositifs numériques et électroniques, mais plutôt des technologies sociales qui pourraient nous aider à survivre et à résister à la fin du monde à laquelle nous sommes actuellement confrontés.

Commentaires complémentaires

Leandro Navarro:

Un sujet commun à nos présentations est le fait que la technologie numérique est généralement une technologie étrangère. Elle est produite dans un coin du monde et nous ne pouvons l'utiliser que telle quelle. Mais les communautés ont besoin de plus d'options que la simple utilisation des technologies. Les réseaux communautaires sont un excellent exemple de la manière dont les communautés peuvent s'autonomiser. Comment elles peuvent décider de la manière dont elles veulent utiliser la technologie et organiser leur propre manière de créer une infrastructure comme une ressource commune pour satisfaire leurs besoins, et non les besoins identifiés par un fabricant à des milliers de kilomètres. J'ai lu récemment un article expliquant qu'on ne pourra jamais nourrir le monde avec des restaurants. Il s'agit d'apprendre à cuisiner soi-même avec des produits locaux, des recettes locales. Il s'agit de savoir comment les gens peuvent se nourrir eux-mêmes et non pas seulement consommer le produit. D'après notre expérience, l'économie circulaire peut également être locale. Nous pouvons trouver nos moyens locaux de remettre à neuf les appareils, nos moyens locaux de les fabriquer. Il y a vingt ans, il était encore possible d'assembler et de vendre des ordinateurs produits localement, plus maintenant. Ils sont déjà assemblés en Chine, la plupart du temps, et c'est une chose sur laquelle nous devons travailler. Trouver des moyens locaux d'avoir des économies circulaires qui créent de la valeur sociale. Tout le monde ne peut pas se permettre d'acheter un nouvel ordinateur, mais nous pouvons nous permettre d'acheter un appareil d'occasion ou même simplement payer pour le service ou le faire donner par quelqu'un-e qui n'en a plus besoin. Dans tous les cas, l'autodétermination des communautés est la voie à suivre.



Discussion

Thème 1 - Comment l'autodétermination est-elle possible dans la sphère numérique compte tenu de ses dynamiques et de ses effets de concentration ?

Sofia Monsalve:

Venant du domaine des systèmes alimentaires, la notion de souveraineté alimentaire est un paradigme très important pour moi. Comment cette notion peut-elle être liée à la notion de souveraineté numérique ? Il semble y avoir des parallèles, mais seulement en partie. La production alimentaire est

fondamentalement une tâche décentralisée. À partir du moment où les communautés sont en contact avec la nature et ne sont pas dépossédées de leurs territoires, elles ont cette autonomie. Elles ont la capacité de produire leur propre nourriture. Mais avec l'utilisation des technologies numériques, du moins dans sa structure actuelle, il est impossible d'avoir le même contrôle. Nous pouvons créer certains espaces et usages contre-hégémoniques, mais le contrôle politique sur les réseaux, par exemple, et la façon dont ils sont structurés sont extrêmement concentrés. Il semble donc vraiment difficile d'avoir un projet de souveraineté numérique ayant les mêmes caractéristiques que la souveraineté alimentaire.

Leandro Navarro:

Je suis d'accord pour dire que l'industrie alimentaire est différente. En Europe du moins, si vous voulez acheter un kiwi, une pomme ou une tomate, ils proviennent de nombreux endroits différents. En informatique, c'est l'inverse. La plupart des produits proviennent d'un petit nombre d'endroits. Nous pouvons donc dire que nous mangeons des hamburgers numériques parce qu'ils sont conçus aux États-Unis et fabriqués en Chine. Donc oui, c'est un degré différent de centralisation.

Parminder Jeet Singh:

Il semble que nous parlions principalement du paradigme de la connectivité. Mais le monde est en train de basculer vers un paradigme basé sur la centralité des données et de l'IA. Ces paradigmes, en particulier l'IA, sont encore plus centralisateurs et créateurs de dépendance, car nous externalisons de plus en plus notre intelligence vers des systèmes extérieurs. Alors, lorsque ce type de complexité et de dépendance aiguë se présente, comment la gérer ? Lorsque vous atteignez le niveau de centralisation de l'IA, et pas seulement de la connectivité, qui a sans aucun doute ses propres problèmes, comment faire évoluer la démocratie afin de conserver un pouvoir de décision ? Je pense que certaines des réponses se trouvent dans la dialectique entre le micro et le macro.

Tâmara Terson:

Je continue de penser qu'il existe une corrélation entre la souveraineté alimentaire et la souveraineté numérique, mais nous devons élargir notre compréhension des origines du numérique. Ici, au Brésil, il y a un effort fait par des chercheur·euses, notamment des chercheur·euses noir·es et indigènes, pour penser la technologie dans une perspective afro-diasporique. En rappelant, par exemple, que les algorithmes et les codes binaires ont leurs origines en Afrique, chez les peuples bantous. Achille Mbembe a également développé cette idée que la construction d'une architecture de réseau a un sens beaucoup plus ancien que celui que nous avons à l'esprit lorsque nous parlons de technologies numériques. Donc, en ce sens, je crois effectivement que nous vivons entourés de cette centralisation du numérique. Mais je crois aussi aux possibilités de construire une souveraineté numérique dans les territoires à partir du partage et de la rencontre des savoirs numériques et ancestraux. Par exemple, dans une perspective « américaine », c'est-à-dire née de la rencontre entre les savoirs de la diaspora africaine et les savoirs amérindiens, avec leurs similitudes en termes de connexion et de coexistence avec d'autres êtres. Nous

pourrions penser à la construction de dispositifs à partir de ces territoires avec des programmeurs ou des programmeuses indigènes, avec des technologies et des possibilités de création inspirées de ces processus de coexistence et de la sagesse du territoire.

Thème 2 - Quelle est la possibilité qu'une telle vision localisée de l'autodétermination soit une source d'inspiration pour une conversation à plus grande échelle, y compris transnationale ou même mondiale, autour de la technologie ?

Tâmara Terson:

Je suis mal à l'aise à l'idée de penser ces alternatives en termes d'échelle, et de ce processus expansionniste de développement. Partout dans le Sud global, nous voyons des expériences spécifiques qui peuvent être développées dans des territoires donnés. Chaque expérience a sa singularité. Nous devons y réfléchir, non pas en cherchant un pôle centralisateur de solutions que nous pourrions étendre à d'autres territoires, mais plutôt en termes d'échange d'expériences qui brisent les frontières et apportent des dialogues. Chaque expérience est unique, mais il y a cette « transfluence », cette confluence qui relie ces différentes expériences entre elles. Et cela peut être largement partagé. Si on cherche une échelle globale, on pense encore une fois en termes de solutions qui viennent du développement du capitalisme et non pas d'expériences qui viennent des territoires.

Pedro Ekman:

Cette question de la montée en généralité est un piège. Nous risquons de rester coincés dans ce débat entre le micro et le macro, sur la question de savoir si nous allons nous consacrer à une solution territoriale ou à une solution universalisante. Mais la vérité est que nous devons agir un peu sur les deux fronts. Il ne s'agit pas de choisir entre une solution universelle ou une solution particulière. Nous devons combiner les deux formes d'action. Parce qu'il est de plus en plus difficile pour les solutions qui se veulent universelles d'être efficaces. Et en même temps, de plus en plus d'entreprises sont moins sensibles aux réglementations nationales, et de plus en plus de réglementations internationales ont moins de pouvoir d'action par rapport à ces grandes sociétés.

Nous devons donc être capables de penser dans les deux sens. Nous devons être capables d'agir pour produire des solutions plus universelles. Mais nous ne pouvons pas négliger la production d'une relation qui part du concret, de quelque chose qui se passe réellement sur le terrain et qui implique des millions de vies. Sinon, c'est tout un processus que nous rejeterons.

Par exemple, Intervozes travaille ici au Brésil sur les questions de surveillance et de vie privée. Nous essayons de trouver des solutions réglementaires qui garantissent la vie privée des citoyen·nes. Mais c'est de plus en plus difficile, car aujourd'hui les gens veulent être surveillés. Ainsi, si nous parvenons à faire passer une loi qui interdit, par exemple, l'existence de caméras de surveillance dans la ville, il est fort probable que la population nous en veuille. Alors, comment produire le désir de ne pas être surveillé

? Cela ne se fera pas avec une solution universelle. Elle devra être élaborée à partir du territoire, des relations de voisinage entre les personnes qui produisent un monde où cela n'est pas nécessaire.

Si nous voulons retarder cette fin du monde, nous aurons besoin de solutions universelles qui s'appliquent à la société en général, mais nous devons aussi agir dans la couche des relations interpersonnelles, des relations de voisinage, des relations communautaires, parce que c'est là que vous allez produire une vie où ces choses et ce que nous cherchons sont possibles ou non. Sinon, vous avez ces applications descendantes, où une nouvelle loi est adoptée par exemple, mais la société ne la suivra pas, parce que vous n'avez pas produit les relations qui créent réellement le désir d'une autre société.

Leandro Navarro:

Nous ne devrions pas trop nous inquiéter de choses qui ne sont pas de notre ressort. Bien sûr, nous devons surveiller ce qui se passe. Mais il existe déjà tellement d'opportunités d'agir dans nos communautés en termes d'économie circulaire, et cela fonctionne. Par exemple, Fairphone a commencé seulement en tant qu'expérience pour voir comment fonctionnait la chaîne d'approvisionnement des téléphones et maintenant ils ont fini par concevoir quatre modèles. Peut-être que cela ne changera pas complètement tout, mais cela peut définitivement avoir un impact. Nous devons donc bien sûr comprendre ce qui se passe et développer les connaissances locales, mais il est également important de commencer à élaborer des alternatives concrètes.

Thème 3 - Dans quelle mesure l'économie circulaire est-elle compatible avec les mécanismes de marché (ex : la satisfaction de la demande ou la rentabilité du recyclage) ?

Sofia Monsalve:

Nous avons parlé précédemment de la nécessité de fixer une limite supérieure à la demande dans l'économie numérique. Dans le même temps, l'ONU, par exemple, fait pression pour que la connectivité soit universelle et que l'accès à l'internet devienne un droit humain. Si cela signifie élargir la demande d'appareils permettant d'aller sur l'internet, cette demande deviendra gigantesque. Nous pourrions plutôt parler de définir de manière souveraine ou librement déterminée ce qu'est la bonne demande, et nous aurions une toute autre conversation. Mais dans tous les cas, cela signifie que nous ne pouvons pas dépendre entièrement du marché et de cette idée de faire correspondre automatiquement l'offre et la demande. Nous avons besoin de nouvelles formes de planification économique. C'est quelque chose que nous devons inclure dans la perspective d'une économie circulaire.

Leandro Navarro:

Il est vrai que parler d'un droit universel à la connectivité implique nécessairement une utilisation universelle des appareils. Mais si nous pensons dans la perspective d'une économie circulaire, nous pouvons réutiliser localement les appareils qui ne sont pas adaptés à leur première tâche, mais qui peuvent encore fonctionner pour d'autres tâches. Cette idée de substitution, de réutilisation d'appareils qui peuvent encore être utilisés, contribue beaucoup plus à l'universalisation de l'informatique. Par exemple, le gouvernement catalan produit chaque année 30 000 ordinateurs qui ne sont plus utilisés. Nous avons donc cette offre. Et surtout pendant la pandémie, cela a été très apprécié, car la Chine ne produisait plus d'appareils. La seule façon de continuer à fournir des appareils était donc de réutiliser ceux qui étaient déjà disponibles localement.

Cette remise à neuf peut être effectuée localement. Il est facile de séparer les pièces, de reconditionner les appareils pour les utiliser sans les démonter. Mais il est vrai qu'il y a beaucoup de matières premières et précieuses dans les déchets électroniques, pour lesquelles nous devons encore trouver un mécanisme économiquement efficace pour les extraire, car souvent le coût de l'extraction des matériaux est supérieur à la valeur de ces matériaux, donc cela ne fonctionne pas d'un point de vue économique. Mais au-delà de l'économie et des marchés, les communautés et les gouvernements doivent avoir un rôle à jouer pour réglementer le secteur et s'assurer qu'il existe des limites. Par exemple, la responsabilité élargie du producteur est vraiment importante dans ce sens, pour s'assurer que le recyclage est payé par ceux qui introduisent l'appareil sur notre planète.



Session 3 – À quoi pourrait ressembler une numérisation juste et durable ? Limites et (re)distribution globale pour une numérisation souhaitable

Comment pouvons-nous favoriser un processus de numérisation qui soit à la fois écologiquement durable, démocratiquement contrôlé et socialement et économiquement équitable, au niveau mondial ? À quoi devons-nous renoncer, que devons-nous laisser tomber ? Comment ces efforts devraient-ils être répartis à l'échelle mondiale compte tenu des inégalités actuelles ?

Présentations introductives

Peter Bloom (Rhizomatica, Mexique), sur base de l'article « Community networks: A people - and environment - centred approach to connectivity », *GISWatch 2020*.

L'initiative des réseaux locaux (LocNet) est un projet entre l'APC et Rhizomatica, une organisation qui se concentre sur les approches locales et communautaires de la connectivité. Nous avons l'habitude de faire l'analogie avec l'agriculture à petite échelle : elle est importante pour l'environnement, et pour pouvoir produire de la nourriture et d'autres ressources pour l'humanité. Nous pensons qu'il en va de même pour la connectivité.

Le travail de Rhizomatica et de l'initiative LocNet consiste à soutenir les personnes qui tentent d'assurer la connectivité à partir de la base. Il s'agit de développer des technologies permettant aux gens de se connecter plus facilement. Il s'agit également de faire pression pour que les politiques et les réglementations changent afin que cela soit possible. Enfin, il faut réfléchir à des modèles de durabilité, environnementaux, sociaux et économiques.

À l'heure actuelle, environ la moitié du monde n'est pas en mesure de se connecter. Nous attribuons cela principalement au fait que le monde numérique est extrêmement concentré. Le gâteau est partagé entre les fournisseurs d'accès à internet, les grandes plateformes technologiques et les opérateurs de téléphonie mobile. Ils ont réussi à connecter la moitié du monde, mais l'autre moitié n'est pas en mesure de se connecter de manière significative. La plupart de ces endroits se trouvent dans des zones rurales, et ils sont généralement aussi confrontés aux impacts les plus durs du changement climatique.

Nous proposons d'adopter une approche ascendante pour l'infrastructure elle-même : les câbles, les routeurs sans fil et tout le type d'infrastructure nécessaire pour créer la connectivité. En général, cela signifie utiliser des énergies renouvelables, surtout s'il n'y a pas de réseau électrique, et cela signifie certainement utiliser l'énergie locale. En d'autres termes, l'organisation et la population locales se chargent d'une grande partie de la construction du réseau, de sa conception, etc.

Nous pouvons faire un autre lien ici avec la justice environnementale autour de la volonté de favoriser les solutions à petite échelle. Nous essayons de ne pas adopter une approche monolithique de la connectivité. Surtout lorsque cela signifie imposer aux gens des idées et des concepts basés sur la

consommation. Si nous sommes capables d'avoir un ensemble plus diversifié d'acteurs engagés dans la fourniture de connectivité, nous pouvons espérer diminuer cet internet monolithique, pro-entreprise, basé sur la consommation, auquel nous sommes tous habitués, mais dont nous ne sommes probablement pas très heureux. Il y a aussi l'idée que les gens prennent tout simplement en charge leurs propres problèmes. Une idée d'implication locale, d'une approche « *small is beautiful* » de la connectivité, qui découle du mouvement des technologies appropriées et qui considère que les populations locales sont les mieux placées pour résoudre leurs besoins locaux.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de barrières et de défis sur le chemin. Une grande partie du travail de LocNet et de Rhizomatica consiste précisément à essayer d'éliminer certains de ces obstacles. Les technologies développées par d'énormes sociétés monolithiques ne fonctionnent pas nécessairement dans tous les contextes. Nous devons donc développer des technologies *open source*, à faible consommation d'énergie et plus robustes. Mais pour que cela se produise, les questions réglementaires et politiques sont extrêmement difficiles.

Il est très difficile pour les gens de créer leurs propres réseaux d'un point de vue juridique, par exemple. Bien souvent, ce n'est même pas autorisé. Vous ne pouvez pas installer vos propres routeurs wifi ou vos câbles de fibre optique sans demander l'autorisation du gouvernement. Et lorsque vous le faites, ils sont généralement perplexes quant à la raison pour laquelle une communauté leur demande quelque chose, alors qu'ils sont habitués à ne parler qu'avec les opérateurs de téléphonie mobile.

Pour que davantage de personnes soient impliquées, nous devons promouvoir les réseaux communautaires en tant que mouvement et fournir tout le soutien nécessaire pour rendre la participation plus équitable, en commençant par la construction du réseau lui-même. L'un des grands défis des technologies numériques est cette idée d'être seulement un utilisateur. Cette idée d'être un destinataire passif de quelque chose, par opposition au fait d'avoir un rôle actif et un engagement participatif dans la construction de la chose elle-même. Ce dernier permet de mieux comprendre son fonctionnement et de proposer différentes façons de le faire. Et avec un peu de chance, cela peut conduire à de meilleurs résultats.

Quels sont les applications ou les services qui fonctionnent sur ces réseaux communautaires ? Cette question est extrêmement importante. Il existe des exemples de la manière dont les communautés utilisent leurs propres réseaux pour faire des choses comme la surveillance de l'environnement, pour promouvoir les fêtes locales, développer la production, protéger les ressources naturelles, etc. Nous pensons que les réseaux communautaires peuvent n'être qu'une couche générale d'accès à internet, mais ils peuvent aussi être conçus spécialement pour l'environnement. Par exemple, nous sommes sur le point de commencer à travailler avec un groupe au Nigeria qui va mettre en place un réseau de capteurs environnementaux et les relier à une base de données, afin de pouvoir faire des rapports sur la qualité de l'air, etc. Vous pouvez imaginer toutes les possibilités qui s'offrent à vous.

Nous essayons de faire grandir ce mouvement autant que possible. Nous travaillons avec des personnes du monde entier et nous progressons lentement sur différents fronts. Dans la liste des choses que nous aimerions voir arriver, il y a certainement plus d'investissements publics. Les gouvernements investissent actuellement des millions, voire des milliards de dollars, dans des subventions et des remises qui vont aux grandes entreprises de l'internet et des télécommunications. Nous aimerions qu'une partie de ces fonds soit versée directement aux communautés, afin qu'elles puissent développer l'internet comme elles le souhaitent, plutôt que de se le voir imposer. Et nous espérons qu'elles pourront le faire d'une manière plus respectueuse de l'environnement, de leur culture locale et du bien-être général de la communauté.

Jes Ciacci (Sursiendo, Mexique), sur base de l'article « Imagining a principle for a feminist internet focusing on environmental justice », *GISWatch 2020*.

J'ai été invitée à partager un travail réalisé autour de la conception d'un internet féministe axé sur la justice environnementale. Cette conversation a commencé lors d'une réunion organisée au Chiapas, dans le sud du Mexique, en 2019. À l'époque, nous considérons qu'un internet féministe était un internet qui respecte la vie sous toutes ses formes et ne la détruit pas. Par conséquent, notre proposition est partie d'une redéfinition du soin vers une éthique du soin collectif, par opposition à la conception actuelle de l'extraction, de la production, de la consommation et de l'élimination des technologies numériques. Cela signifie qu'il faut considérer les technologies dans leur ensemble, et pas seulement au début et à la fin de la chaîne de production.

Nous nous sommes également efforcées de réfléchir à la narration, afin d'influer sur la possibilité de créer d'autres mondes. Nous avons estimé que proposer des solutions qui finissent par être récupérées dans un cadre capitaliste ne peut que nous laisser avec des solutions capitalistes. Et cela nous a déjà conduites au « développement propre » ou à d'autres formes d'« écoblanchiment », qui ne tiennent pas compte de nos modes de production et de consommation. On nous fait croire que nous pouvons continuer à consommer de la même manière que nous l'avons fait jusqu'à présent, mais de manière plus écologique. Alors qu'en réalité, de profonds changements sont nécessaires dans nos propres pratiques et, surtout, dans les actions politiques.

Nous voulons également éviter de maintenir les différences structurelles et les logiques inéquitables qui se sont accentuées avec les technologies actuelles. C'est pourquoi nous ne considérons pas ces technologies comme des artefacts, mais plutôt comme des dispositifs relationnels : des relations d'implication, d'affectation, de soin et de collectivité. Aujourd'hui, ces relations ont tendance à être dépolitisées et coupées de l'affection qu'elles créent. Notre objectif est donc de les re-politiser et de montrer quelles affections elles impliquent pour aller vers des politiques de coresponsabilité.

Pour ce faire, les questions de conception sont fondamentales : quels sont les modèles, qui doit les concevoir, etc. Nous savons que les technologies actuelles ont tendance à séparer toute la chaîne de production. Il y a donc beaucoup de choses à modifier au milieu, mais la conception est fondamentale. Elle peut impliquer jusqu'aux actions de politique publique ou aux investissements publics dont on a parlé précédemment.

Les technologies actuelles contribuent à un modèle de dépossession, d'abus et de violations de nombreux peuples, territoires et communautés. Face à cela, la prise en compte d'autres processus, d'autres mondes, d'autres façons de construire, de penser, de voir, de se tenir face à l'environnement, ouvre un monde de possibilités. En ce sens, lorsque nous parlons d'inclusion ou d'interrelation avec les autres, cela ne peut pas être simplement à partir de la logique du marché. Il ne s'agit pas seulement d'inclure d'un point à un autre, mais aussi de nous inclure dans les visions des autres.

Cet exercice a également impliqué de passer par l'architecture et l'infrastructure actuelle de l'internet, en essayant de penser comment cette matérialité et ces connexions à différents points pourraient être plus proches et plus dignes pour nous. Un internet qui tienne compte à la fois de nos proches et de nos environnements, ainsi que des personnes plus éloignées qui peuvent être affectées par l'utilisation ou la production de ces technologies. Et puis, en faisant un exercice spéculatif, nous pouvons imaginer nos technologies comme un système d'observation. Une observation des cycles de croissance des plantes, par exemple, qui limite leur évolution, leur production, leurs activités quotidiennes aux temps de la nature, ce qui permet l'émergence d'autres possibilités de durabilité.

En termes d'actions, il existe un principe qui, comme tout principe, est une possibilité d'action. Il a été établi, il y a au moins vingt ans, dans une de ces conventions-cadres des Nations unies sur le changement climatique. Ce principe est celui des « responsabilités communes mais différenciées ». Toutes les actions en faveur de la réduction du changement climatique, comme la production, l'utilisation et la mise en œuvre de technologies plus proches, plus justes et plus respectueuses de l'environnement, sont considérées comme une responsabilité commune. Mais il existe une responsabilité différenciée en fonction de qui et comment nous utiliserons ces possibilités. Ce principe nous permet également de comprendre clairement comment nous devons agir de manière différente selon les régions. Nous devons tous faire quelque chose, mais nous ne devons pas tous faire la même chose.

Quoi qu'il en soit, nous devons nous éloigner de cette logique du profus, de l'obscène, du « tout est disponible » et du « tout peut être utilisé tout le temps ». Nous devons être en mesure de générer des conceptions davantage liées aux communautés locales qui sont également touchées à un moment ou à un autre de la chaîne de production. Générer des dialogues et des inclusions avec ces groupes et communautés. Cela permettrait de générer des technologies plus modulaires, plus recyclables. Imaginer des actions contre l'utilisation et la dépossession des technologies.

En ce sens, la réflexion sur la souveraineté technologique doit se faire à partir d'une logique transversale. En partant de l'infrastructure, des questions plus matérielles, jusqu'au développement des logiciels. Des réseaux aux appareils. Nous pouvons penser aux services communautaires coopératifs, par exemple, mais nous devons y réfléchir à partir d'une logique politique différente. Une logique qui permet et considère comme valable le ralentissement et le besoin de ne pas avoir accès à tout, tout le temps.

On peut faire le lien avec les technologies domestiques liées aux soins familiaux et collectifs. Nous devons tous nous reposer, et nous pouvons donc considérer que les machines, les processus et les problèmes qui se produisent sur internet ont également besoin de temps pour se reposer. Nous pouvons penser à un internet qui ne soit pas obligatoire et qui ne fonctionne pas 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Par « obligatoire », je fais référence au fait que même la médecine ou l'éducation de base sont désormais centrées sur internet, comme nous l'avons vu pendant la pandémie. Mais dans de nombreuses communautés, internet n'existe même pas, ou les conditions d'« alphabétisation » n'ont pas été créées pour pouvoir l'utiliser et en tirer parti.

Un dernier aspect souhaitable concerne la notion d'un « internet en spirale », qui nous permettrait d'aborder différents besoins de communication. Souvent, nos besoins de communication concernent simplement des personnes dans des environnements proches. Nous n'avons pas besoin de grands réseaux, ni d'une infrastructure conçue dans une logique de déplacement sur de longues distances pour pouvoir communiquer avec les gens de notre quartier ou de la ville voisine. C'est en partie ce qu'impliquent les réseaux actuels, mais pas complètement, car au final, tout dépend d'un internet plus global.

Pour conclure, permettez-moi de revenir sur cette idée de penser internet dans de nouvelles façons de percevoir le temps, notamment le temps humain, le temps personnel, le temps collectif, le temps intergénérationnel, mais aussi les espaces de nature, de mémoire et d'observation. Les différentes formes d'intelligence. Et les processus de rapprochement que nous pouvons avoir à partir de l'observation de notre environnement. Être en relation avec notre environnement et avec les personnes et les communautés qui vivent dans notre environnement. Et surtout, penser aux politiques de coresponsabilité. À différentes échelles, dans différentes actions, à différents moments, bien sûr.

Si nous n'y pensons pas à partir de la logique de la coresponsabilité, nous finissons par avoir une logique de délégation de la responsabilité aux autres. Et nous avons vu dans l'histoire que cela tend à nous ramener au statu quo. Nous devons donc être capables d'élargir cette conversation et d'élargir notre vision afin de l'intégrer dans une coresponsabilité construite collectivement.



Discussion

Thème 1 – Comment articuler une logique d'autodétermination avec le besoin de politiques et de services publics forts ?

Richard Hill

Je suis d'accord pour dire qu'il faut lutter contre les grands monopoles technologiques. Je pense également que les solutions locales et la participation locale sont nécessaires. Et bien sûr, tout ce qui améliore la connectivité dans les pays en développement à des prix abordables est le bienvenu. Mais je pense que nous devons veiller à ne pas cautionner l'incapacité des gouvernements à fournir des infrastructures et des services de base. Si le gouvernement n'a pas mis en place un système permettant à tout le monde d'accéder à internet, il faut certainement faire quelque chose. Mais il faut aussi se plaindre du fait que le gouvernement ne remplit pas sa mission de base, qui est de fournir des infrastructures.

Vous pouvez construire des routes locales, mais vous ne pouvez pas construire des autoroutes. Quelqu'un à un niveau plus élevé doit construire des autoroutes. Il suffit de penser au service postal. Vous pouvez avoir un petit service postal local. Mais il ne servira pas à grand-chose s'il n'est pas interconnecté. Lorsque vous parlez de réseaux communautaires maillés, vous parlez en fait du concept original de l'internet, mais qui construit la dorsale ?

Je pense que nous devrions également nous concentrer sur internet en tant que service public. Pourquoi le courrier électronique devrait-il être fourni par des entreprises privées ? Au moins dans certains pays, la poste était un service public. Pourquoi le courrier électronique n'est-il pas un service public ? Pourquoi la fonction de recherche de base n'est-elle pas un service public ? Beaucoup de ces choses devraient être des services publics. D'une certaine manière, c'est ce que font les réseaux communautaires. Ils disent : « Nous n'avons pas ce qu'il faut, alors nous allons créer nos propres services publics ». Et c'est une bonne chose ! Mais nous avons également besoin de services publics au niveau national et international.

Peter Bloom

Je suis d'accord, et la frontière est mince. Il est certain qu'il y a tous ces processus existants d'évidement néolibéral de la sphère publique. En fait, il y a beaucoup de projets de connectivité publique. Mais la plupart d'entre eux sont simplement financés par des entreprises privées. C'est donc problématique. La question est de savoir comment accroître notre autonomie dans le sens le plus large de ce mot, sans être autorisés à construire les choses que nous voulons voir. Pour ceux d'entre nous qui travaillent sur des réseaux communautaires, le principal défi est le fait que c'est illégal la plupart du temps. Vous n'avez pas le droit de creuser votre propre tranchée, d'ériger votre propre tour. Les communautés qui ont réussi dans ce domaine se sont toujours appuyées sur un certain degré d'organisation politique. Sinon, on se fait tout simplement arrêter. Mais je suis d'accord, le problème est d'ouvrir l'espace pour que plus de

gens puissent agir, mais en même temps de ne pas réduire la pression sur le gouvernement pour qu'il remplisse ses obligations.

Le problème est que, la plupart du temps, le gouvernement ne sait même pas comment ou quoi faire. La seule chose qui lui vient à l'esprit est de donner l'argent à des entreprises privées, même dans des endroits où leurs modèles économiques ne sont pas appropriés. Ces projets ont donc tendance à échouer. Dans les endroits où la connectivité n'est pas excellente, vous vous promenez et vous voyez ces débris de projets de connectivité ratés, généralement des antennes paraboliques ou autres. Le gouvernement, dans sa sagesse, s'est dit : « ok, nous allons connecter toutes ces écoles rurales ». Mais la façon dont il va le faire est d'engager, avec l'argent public, des entreprises privées pour fournir des services privatisés à ces zones. Mais quand l'administration change, qu'il n'y a plus d'argent ou que quelque chose se casse, ça ne fonctionne plus. Et les populations locales qui n'ont pas été impliquées n'ont aucun recours. Elles ne savent pas comment réparer le problème, elles ne sont pas en mesure de payer le service elles-mêmes, et elles ne sont certainement pas autorisées à faire quelque chose de différent.

Il s'agit donc d'un problème complexe. Encore une fois, dans le contexte où tant de services publics ont été vidés de leur substance au cours des dernières décennies, je ne pense pas qu'il y ait vraiment une volonté de le faire, mais même s'il y en avait une, les connaissances institutionnelles du gouvernement semblent être assez limitées à ce stade. En tout cas dans les pays du Sud.

Shalmali Guttal (Focus on the Global South, Inde)

Je pense que ça ne doit pas être l'un ou l'autre. D'une part, nous devons faire pression pour que les technologies numériques de l'internet et les TIC soient considérées comme un bien public et un service public, car elles ont effectivement une fonction publique importante. Mais en même temps, nous ne pouvons pas compter sur les gouvernements en permanence, car nous risquons de perdre l'autonomie et l'« agentivité » de l'action locale. Je pense que nous pouvons essayer d'apprendre des luttes anti-privatisation du passé (anti-privatisation de l'eau, etc.).

Nous étions toujours coincés entre ce binaire d'un monopole d'État ou d'un monopole privé. Mais pourquoi faut-il qu'il en soit ainsi ? Pourquoi la démocratisation ne peut-elle pas être plurielle, plus diverse, plus ancrée ? Surtout si l'on parle de démocratie participative. Nous pouvons nous inspirer de certaines luttes pour comprendre comment travailler sur les technologies numériques en termes d'agentivité locale et d'autonomie locale, tout en veillant à ce que l'intérêt public et le bien public soient au cœur de la réglementation. Nous pouvons y penser en termes de « biens communs imbriqués ». On construit un bien commun, puis on l'imbrique dans un système sociétal, régional ou mondial plus vaste.

Thème 2 – Comment cette idée d'autodétermination peut-elle aller au-delà des réseaux pour s'étendre aux services, aux données et peut-être même aux systèmes d'IA ? Comment une éthique de soins collectifs et de coresponsabilité pourrait-elle fonctionner dans ces domaines ? Quelles en seraient les implications politiques ?

Jes Ciacchi

Il y a une complexité dans l'internet d'aujourd'hui, dont découlent différentes problématiques à prendre en compte. En matière de données, et notamment de données personnelles, je crois qu'il est très important de revenir sur cette idée de ne pas avoir tout à disposition, tout le temps, pour tout. Aujourd'hui, le stockage des données personnelles répond à des logiques de marché, parce que ces données sont utilisées pour profiler et pour pouvoir vendre différentes choses. Il n'y a donc pas de proportionnalité entre ce qui est stocké et ce pour quoi c'est stocké.

Le problème est que ces décisions et ces formats sont pris par d'autres personnes. Nous ne comprenons même pas les langages de l'internet. Beaucoup de ces langages ne sont pas faits pour que nous puissions les comprendre. Les technologies actuelles rendent invisibles non seulement la forme dans laquelle elles sont construites, mais aussi les multiples langages scientifiques, techniques et humains dans lesquels elles le sont. Par conséquent, nous ne pouvons pas décider du type de données, de la durée et de l'objectif de leur utilisation. Mais alors, comment pourrions-nous prendre soin de nous-mêmes si nous ne comprenons même pas ces bases ?

Donc, pour en revenir à la conversation autour des données personnelles et communautaires et où nous devrions les stocker et qui devrait en être responsable, etc., il me semble qu'il est dangereux de penser à un modèle qui va simplement du privé au public. Nous devons imaginer d'autres modèles qui établissent quelles données nous voulons avoir dans la communauté, quelles données nous pouvons ouvrir à des espaces plus larges, etc. Et pour ce faire, il est fondamental d'y penser non pas en termes de solutions uniques, mais en termes de conversation et de relations dans lesquelles nous pouvons nous comprendre.

Peter Bloom

En termes d'autodétermination, la question pourrait être de savoir comment revenir à un internet ou à un monde numérique qui ressemble davantage à ce qui se passait au début. Prenez la question des données. Ce n'est pas que ce n'était pas un problème avant, mais les données n'étaient pas encore l'essence sur laquelle internet fonctionnait. Cela a émergé avec l'espace occupé par ces entreprises. Et la façon dont je vois les choses est la suivante : si vous devez construire tous ces outils d'amélioration de la vie privée, c'est comme si vous conduisiez sur la place publique dans un char d'assaut. Si vous devez vous engager dans cette « sphère publique » en gilet pare-balles, cela signifie qu'il y a un problème quelque part. Quelque chose ne fonctionne pas correctement. Alors bien sûr, nous devons nous assurer

que nous sommes en sécurité dans ces espaces, mais nous devons aussi repenser ce que sont ces espaces.

Comment y parvenir ? Comment chacun, partout – et pas seulement dans le Nord global – a-t-il la possibilité de repenser l'infrastructure, la structure, etc. et de créer quelque chose de différent ? La seule façon de créer quelque chose de différent, c'est de le faire. C'est d'y penser, c'est d'avoir accès aux outils et aux connaissances. C'est être capable d'échouer, de se relever et de continuer à essayer.

Pour l'instant, c'est très difficile. Les réseaux communautaires sont un moyen d'y parvenir, et il en existe bien d'autres. Mais le fait est que nous n'y arriverons pas simplement en nous engageant dans le système hégémonique qui s'est développé autour de nous. Nous devons également être capables de repenser et de faire les choses différemment, sans nécessairement attendre que cela devienne un phénomène mondial. Nous devons simplement nous mettre dans une situation où nous nous engageons dans la technologie et les questions sociales et environnementales, et commencer à réfléchir et à agir.

Shalmali Guttal

À cet égard, nous entendons de plus en plus souvent que l'argument en faveur des technologies propriétaires est l'innovation. L'innovation doit être récompensée. Mais ce qui est souvent ignoré, c'est la contribution de la société à l'innovation. Les universités, les institutions publiques, les familles, etc. Aucune innovation n'est purement privée. Toute innovation comporte un élément collectif. Alors, étant donné que nos sociétés nourrissent l'innovation, comment se fait-il que nous permettions aux entreprises de s'emparer de cette innovation et de les rendre propriétaires, sans rien donner en retour à la société ? Nous devons vraiment remettre en question cet aspect de l'innovation et la manière dont elle doit être récompensée.

Et cela peut sembler être un effort d'imagination fou, mais je vois beaucoup de parallèles entre cela et le travail de soin que font les femmes. Les femmes font un travail de soin et de reproduction, ainsi qu'un travail productif. Et ce travail n'est pas reconnu. Je ne dis pas qu'il doit être « valorisé » économiquement, mais comment valoriser ce que l'on ne voit pas ? Surtout quand il soutient une grande partie des infrastructures dont nous dépendons. Je pense que c'est le bon moment pour nous de faire pression pour la fonction publique pendant le covid, parce que les gens ont vu l'effondrement des chaînes d'approvisionnement mondiales. Je pense que la combinaison du covid et du changement climatique a permis à beaucoup d'yeux de s'ouvrir. Beaucoup de gens ordinaires réalisent que nous sommes dans une très mauvaise passe avec l'influence et le pouvoir des entreprises.

Thème 3 – Comment s'assurer que les impacts environnementaux des technologies sur les populations locales sont pris en compte par les entreprises qui les produisent?

Jes Ciaci

Il s'agit d'une question complexe. Par exemple, le Mexique et la Colombie font partie des pays où le plus de défenseurs du territoire sont tués. Cela s'explique par le fait que les populations qui y vivent doivent faire face à de nombreux projets d'extraction, comme les mines ou les grands barrages hydroélectriques. Certains d'entre eux sont liés aux « énergies propres » et autres solutions du « capitalisme vert », qui impliquent toujours la dépossession de territoires, le déplacement de personnes et des dégradations environnementales. De nombreuses communautés s'y opposent. Elles veulent continuer à vivre sur leur territoire. Si elles partent, elles n'auront plus de territoire à cultiver, d'espace culturel ou certaines montagnes où se rendre pour leurs célébrations, etc.

Toutes les chaînes de production des technologies ne sont pas fondées sur cela, mais le capitalisme l'est. Et la technologie est généralement considérée comme le plus bel enfant du capitalisme, parce que tous les processus de production et de dépossession qui ont lieu pour les créer sont rendus invisibles. Par exemple, essayez de suivre la chaîne de production des dizaines de minéraux nécessaires à la fabrication d'un appareil électronique comme un téléphone portable. C'est très difficile, parce qu'il n'y a aucune logique de transparence dans aucun des domaines de production de la technologie ou de l'extraction des minéraux.

C'est ce que je veux dire quand je parle de complexité. Nous devons comprendre que la technologie repose sur des mécanismes qui, en eux-mêmes, ne sont pas conçus pour être transparents. Ils ne sont pas faits pour montrer les territoires d'où ils proviennent, les luttes, les relations et les conversations qui ont lieu ailleurs. La technologie s'appuie sur un modèle unique, qui reproduit la dépossession et l'invisibilisation d'autres formes de vie. Nous devons donc comprendre cette complexité et essayer de nous impliquer dans les luttes des autres. Il est évident que nous ne pouvons pas nous occuper de tout, mais nous devons comprendre que, d'une manière ou d'une autre, les pratiques et les changements que nous faisons dans un endroit peuvent être reproduits dans d'autres espaces avec d'autres caractéristiques et d'autres formats. Mais bien sûr, c'est très complexe et très difficile.



Session 4 - Implications politiques pour les agendas de justice numérique, sociale et environnementale mondiale

Quelles sont les implications politiques des trois premières sessions et de leurs résultats ? Ceux-ci signifient-ils que nous devrions changer nos priorités en termes d'agendas de justice numérique, sociale et environnementale mondiale ? Si oui, comment ? Que faudrait-il faire différemment au Nord et au Sud pour mieux articuler ces différents objectifs en termes de demandes, d'alliances, de cibles, etc. ?

Présentations introductives

Parminder Jeet Singh (It for Change/Just Net Coalition, Inde)

La « Just Net Coalition » (JNC) est une coalition mondiale pour la justice numérique. Elle compte parmi ses membres des organisations de nombreux secteurs, et travaille sur la justice numérique, mais à l'intersection avec la justice environnementale, la justice commerciale, la justice de genre, la justice des médias, etc. Nous essayons d'être un pont entre tous ces secteurs et les enjeux numériques. Et dans ce cadre, notre travail a un penchant pour les politiques et les macro-structures. Nous pensons qu'il est important pour les groupes progressistes de s'engager de manière frontale dans les débats sur la politique au niveau macro, à côté de tout le micro-travail, du travail de démonstration et des projets réels réalisés partout, dont de bons exemples ont été partagés pendant ces deux jours.

Cette présentation sera donc placée dans cette perspective de politique macro, sachant qu'il existe une dialectique entre le macro et le micro. Ce n'est pas l'un ou l'autre. Les engagements macro fournissent des espaces pour les possibilités micro. Il devient très difficile pour ces micro possibilités de survivre ou de s'épanouir sans que certaines interventions macro n'ouvrent des espaces. Bien sûr, certaines de ces initiatives fonctionnent en résistance et créent des espaces pour elles-mêmes. Mais il est toujours important de travailler sur les éléments macro qui peuvent créer des espaces où l'autodétermination est possible dans le domaine numérique et environnemental.

C'est même encore plus important dans l'espace numérique, compte tenu de ses caractéristiques. Aujourd'hui, nous sommes organisés en grands systèmes dans lesquels la centralité internet du numérique a été supplantée par la centralité des données et de l'IA. Nous sommes passés du PC (*Personal Computer*), qui était la première technologie à usage général créée dans ce système numérique, à internet, la deuxième technologie à usage général, puis à la troisième, qui est celle des données et de l'IA. Et à chaque fois, la couche supérieure supplante les couches inférieures sur lesquelles elle travaille en termes de contrôle exercé. Le plus gros de la valeur se déplace vers la couche supérieure. Elle est passé du PC à internet, et maintenant elle est passé d'internet à l'intelligence artificielle.

La question est donc la suivante : comment briser ces monolithes ? Cette question a déjà été largement débattue. Le problème aujourd'hui est que chaque secteur s'organise autour de ce que l'on peut appeler

des « sociétés d'intelligence ». Uber est une société d'intelligence. Amazon est une société d'intelligence. Ce ne sont pas des sociétés de commerce électronique ou de transport. Ce sont des sociétés d'intelligence de transport et d'intelligence de commerce électronique. Ce qu'elles possèdent n'est pas le service ou le produit particulier qu'elles vendent. Ce qu'elles possèdent, c'est l'intelligence de ce secteur. Et nous sommes organisés au niveau mondial par ces énormes sociétés qui dominent chacun de ces secteurs. Ces entreprises sont beaucoup plus grandes que les entreprises de l'ère industrielle. L'intelligence a cette grande tendance centralisatrice qui est encore plus élevée que les systèmes de l'ère industrielle. Ce sont les points les plus importants que nous devons comprendre.

Non seulement la tendance centralisatrice de l'intelligence est plus élevée, bien plus élevée que celle des systèmes industriels physiques. Mais la dépendance dans les systèmes intelligents est également beaucoup plus élevée que dans les systèmes physiques. Par exemple, si un pays veut cesser d'utiliser des voitures importées et n'utiliser que des voitures locales, il peut le faire même si les voitures locales ne seront pas nécessairement excellentes. Mais si nous parlons d'une dépendance à l'intelligence construite au fil des ans - qu'il s'agisse de la façon dont nous organisons le travail, l'école, la santé ou encore les loisirs - une fois que cette dépendance est construite, il est presque impossible de s'en dégager, ce qui était au moins possible à l'ère industrielle. Par conséquent, si nous ne nous attaquons pas directement à ces systèmes à un niveau macro plus large, parallèlement à nos expériences locales, nous n'irons pas loin. Telle est la proposition principale.

La question est donc maintenant de savoir comment briser ces systèmes numériques monolithiques. Nous pouvons commencer par examiner les efforts politiques déployés à un niveau plus large, puis étudier la manière dont des alliances peuvent être formées entre les différents types d'activités, qui sont toutes précieuses à leur place. Mais nous nous trouvons dans une situation où nous devons examiner les politiques visant à diviser les grands systèmes en systèmes éventuellement plus petits. Quelqu'un a parlé de la nécessité d'évoluer vers un internet et des technologies numériques modulaires. Mais les technologies numériques étaient autrefois modulaires. Un PC pouvait être assemblé par un magasin local. Aujourd'hui, Facebook fabrique ses propres puces, Amazon fabrique ses propres puces, Apple fabrique ses propres puces. Depuis les puces jusqu'à l'utilisateur et les services, tout est intégré. C'est l'un des grands problèmes actuels. Pour y remédier, notre organisation a proposé de séparer les différentes parties de la chaîne de valeur numérique de sorte que les entreprises qui collectent des données, par exemple, ne soient pas dans le nuage, et que celles qui sont dans l'espace des données ou du nuage ne soient pas dans l'espace de l'intelligence artificielle ou des services aux consommateurs. Nous devons séparer ces entreprises et cela nécessite une approche globale.

Il se passe beaucoup de choses à cet égard. L'Europe a élaboré une loi sur les marchés numériques qui donne aux vendeurs tiers sur Amazon le droit de reprendre et d'utiliser leurs données. La même chose pourrait être faite avec les chauffeurs d'Uber, qui pourraient utiliser leurs données pour devenir

copropriétaires de cette entreprise. Ce ne sont que des exemples de ce qu'il est possible de faire, mais si des cadres politiques plus larges et de nouvelles conceptions ne sont pas développés, nous n'aurons pas les espaces locaux pour l'autodétermination et les pratiques numériques respectueuses de l'environnement. Ces deux éléments doivent aller de pair.

Par conséquent, pour en venir aux stratégies pratiques, nous devons travailler en réseau. Nos stratégies de société civile doivent être mises en réseau à la fois verticalement et horizontalement. Verticalement, cela signifie que les micro efforts sur le terrain et les efforts politiques macro doivent aller de pair. Car si ce n'est pas le cas, nous nous retrouvons avec du blanchiment écologique, par exemple. À mesure que le pouvoir et la valeur se déplacent vers des couches numériques plus élevées, comme dans l'IA, des entreprises comme Facebook et Google sont très heureuses de soutenir les réseaux communautaires. Parce qu'elles veulent en fait plus de connectivité. Après, elles peuvent faire de la propagande écologiste en disant qu'elles soutiennent les réseaux communautaires locaux et les pratiques respectueuses de l'environnement. C'est ce qui se passe lorsque la mise en réseau n'a pas lieu de façon adéquate. Parfois, celles et ceux qui combattent Google et Facebook pour avoir créé des systèmes mondiaux très énergivores ne sont pas suffisamment soutenus par les systèmes de réseaux communautaires qui, eux sont heureux des outils que ces mêmes plateformes leur fournissent. Ça ne veut pas dire qu'ils ne font pas un excellent travail, mais cette mise en réseau est nécessaire pour que nous sachions vers quoi nous diriger politiquement.

Nous sommes également dans une négociation politique de type intergénérationnel, où certaines générations ont un engagement numérique plus important que d'autres, et nous ne pouvons pas simplement leur dire d'abandonner leur engagement numérique. Nous devons entamer une négociation qui vise à rendre tout le monde heureux, ou moins malheureux. Pas seulement les anciennes générations qui seraient culturellement heureuses avec moins de numérique ou les nouvelles générations qui veulent plus de numérique. Nous devons trouver des espaces communs, tant en termes de projets que de politiques.

Horizontalement, nous avons également besoin que des réseaux se créent entre les différents types de mouvements pour la justice. Cet événement a pour but d'explorer les liens entre la justice numérique et la justice environnementale, mais la Just Net Coalition travaille aussi simultanément à des initiatives avec le mouvement pour la justice commerciale, le mouvement pour la justice de genre, etc. Et c'est sous l'angle de la justice de genre, par exemple, que naît la notion d'un internet écoféministe. Et sous l'angle de la justice commerciale, il y a la résistance aux politiques mondiales de commerce électronique qui tentent de créer des systèmes de niveau mondial qui rendraient les microsystèmes plus difficiles. Nous avons donc besoin d'une manière de travailler ensemble en réseau. Et nous devrions au moins sortir de cet événement avec la création d'un groupe de travail sur l'intersection entre la justice environnementale et la justice numérique.

Paula Martin (APC, Canada)

Ma proposition est également de se concentrer sur les questions de macro-politique. Il s'agit d'abord de passer en revue les cadres de politique publique, principalement au niveau international, puis de discuter des implications politiques et de l'impact sur notre programme de travail de ce point de vue. Une chose qui est ressortie très fortement de cet événement est qu'aujourd'hui, la préoccupation pour l'environnement semble influencer efficacement l'agenda numérique, à la fois d'un point de vue rhétorique et d'un point de vue de facto. De nombreuses initiatives au niveau international semblent indiquer qu'il y a un élan pour discuter ou mettre ces questions macro-politiques à l'ordre du jour.

Qu'est-ce que cela signifie pour nous en tant que mouvement ? Tout d'abord, un message d'opportunité. C'est un moment dont nous devons profiter, et essayer de changer le plan de travail pour s'assurer que ces questions sont prioritaires. Mais il y a un deuxième message : il y a aussi une urgence liée à l'idée d'un moment à saisir. Nous ne pouvons pas laisser le bus partir sans nous. C'est le moment d'essayer vraiment d'influencer l'agenda dès le début. Il y a donc un appel à l'action qui est ressorti très fortement des conversations que nous avons eues jusqu'à présent. Tant en termes d'opportunité que d'urgence. Il semble également clair que nous manquons d'un programme commun articulé, et aussi d'un mouvement plus structuré autour de ce programme, afin que nous puissions être plus stratégiques et plus efficaces. Mes commentaires seront donc basés sur les deux fronts de la construction d'un mouvement et de la construction d'un agenda commun.

En ce qui concerne la construction du mouvement, il est crucial de créer des alliances, de créer des dialogues, de créer plus d'espace pour l'interaction entre les différents mouvements. Cela commence par une discussion sur notre langage, pour essayer de trouver un jargon commun dans les termes, mais aussi dans les principes et les formes de plaidoyer que nous utilisons. Cela nécessite des interactions pour mieux se connaître, pour apprendre des stratégies d'action des autres mouvements. Et à partir de là, il est possible d'avoir une articulation commune des thèmes qui nous semblent prioritaires.

Évidemment, l'articulation la plus explicite qui ressort de notre conversation de ces derniers jours est le rapprochement entre le mouvement environnemental et le mouvement numérique. Aujourd'hui, les préoccupations environnementales semblent avoir un impact plus important sur le monde numérique, mais je ne sais pas si cette affirmation tient dans l'autre sens, si les questions numériques sont aujourd'hui aussi présentes dans l'agenda environnemental ou au sein du mouvement environnemental, que nous le souhaiterions. Il y a encore beaucoup de choses à travailler. Et, outre le mouvement environnemental et le mouvement numérique, je suis également d'accord pour dire qu'il doit y avoir une articulation avec d'autres mouvements, comme le mouvement ouvrier, le mouvement féministe ou le mouvement des droits humains.

En ce qui concerne la question de l'élaboration de l'agenda, quelques remarques peuvent être faites sur la base de ce qui est ressorti des discussions des deux derniers jours. Premièrement, le fait que les

niveaux d'interaction entre les agendas environnemental, social et numérique sont multiples et complexes. Souvent, cela n'a même pas de sens de les considérer comme trois agendas différents. Il s'agit plutôt d'un continuum de questions qui les traverse. Du moins, il s'agit d'une perspective très spécifique qui vient du Sud et du type de conversations que nous avons eues ici. Elle n'apparaît pas aussi clairement dans les discussions générales sur les liens entre le numérique et l'environnement que nous avons entendues. Il est donc très important que nous continuions à réfléchir à la manière dont ces agendas ont tous des racines communes.

Cela dit, il est également important de décomposer les sous-thèmes spécifiques. Cela nous aide, d'un point de vue pratique, à mieux identifier nos objectifs de plaidoyer, les politiques publiques et les espaces réglementaires dans lesquels nous voulons travailler ou que nous voulons influencer, et ensuite, à cartographier les points d'intersection entre ces agendas qui parlent fondamentalement de problèmes communs. Il est vraiment important d'identifier de manière très explicite ces points de connexion. Une partie de ce qui a été fait ces deux derniers jours était précisément une cartographie des thèmes et des intersections entre ces agendas. Il faut poursuivre dans cette voie.

Dans le cadre de cette cartographie que nous avons réalisée, une chose très intéressante qui est apparue est qu'il existe une voie à double sens entre le numérique et l'environnement. D'un côté, il y a le numérique qui a un impact négatif sur l'environnement, et de l'autre, il y a le numérique qui permet de défendre l'environnement. Il y a peut-être d'autres fronts, mais ces deux-là sont apparus très clairement dans les exemples concrets qui ont été partagés.

En ce qui concerne l'impact négatif du numérique sur l'environnement, nous avons parlé de la dégradation environnementale causée par l'exploitation minière pour la production de dispositifs et de composants, des conséquences de l'exploitation minière sur les territoires et les communautés où elle a lieu, des attaques armées contre les défenseurs et défenseuses de l'environnement, tant physiquement qu'en termes de stigmatisation et de désinformation, de l'isolement et de l'exclusion des communautés déconnectées, des difficultés d'accès découlant de l'utilisation croissante de technologies propriétaires, des problèmes causés par le manque de gestion des déchets électroniques, etc. Une série de questions que nous avons abordées ici dans les discussions du point de vue des communautés locales, principalement du Sud.

Mais nous avons également considéré le numérique comme un outil de défense de l'environnement. Nous avons parlé de l'importance de la communication intégrant les communautés, élargissant les possibilités d'échange et de partage. Nous avons parlé de la construction de solutions technologiques locales et solidaires pour l'inclusion et le rôle de la technologie. Nous avons parlé des nouvelles formes de surveillance et de protection de l'environnement menées par les citoyen·nes elleux-mêmes et les communautés, rendues possibles par l'utilisation des nouvelles technologies. Nous avons parlé de l'utilisation de données environnementales ouvertes et de l'utilisation de ces données à différentes fins,

ainsi que d'autres utilisations de solutions à code source ouvert. Tout cela pour montrer qu'en termes de points d'action pour continuer à travailler sur cet agenda, ce type de cartographie est important et doit être complété par plus de recherche.

Nous avons besoin de plus de documentation et d'une analyse plus approfondie des impacts et des interrelations. Nous avons besoin de plus de preuves pour élaborer un programme de plaidoyer plus solide. Ainsi, lorsque nous commencerons à essayer d'influencer les discussions au niveau international, nous serons en mesure d'utiliser ces exemples et tout ce contenu. Car la principale préoccupation concernant les espaces de discussion qui s'ouvrent est que les expériences qui y sont discutées sont généralement centrées uniquement sur le Nord global.

En même temps, en plus de parler des défis et des problèmes spécifiques qui viennent du Sud et des communautés locales, nous devons également démasquer les fausses solutions. Ce point a également fait l'objet de nombreuses discussions ici : la nécessité de démasquer les solutions qui ne sont pas durables, qui sont complètement déconnectées de la réalité des gens. Le problème de l'écoblanchiment doit donc être un objectif central de notre travail au niveau international, tout en apportant des solutions alternatives issues de la diversité des expériences ascendantes. Il est encore tôt pour parler de solutions spécifiques, mais un thème qui a beaucoup résonné ici est la question de la transparence et d'une plus grande responsabilité, en particulier de la part des entreprises par rapport à toutes ces situations que nous avons mentionnées.

En conclusion, nous pouvons voir que le défi est très grand et que les changements ne seront pas faciles. La principale implication politique est que nous avons besoin d'articulation, de coordination et de stratégie, car ce que nous recherchons est un changement de paradigme, un changement très profond. Cela est clair depuis un certain temps déjà pour le mouvement environnemental, et peut-être est-ce aussi devenu plus clair pour le mouvement numérique récemment. Donc, à ce stade, ce dont nous avons besoin, ce sont des stratégies pour proposer un autre modèle de développement afin de briser la logique du capitalisme extractif et de consommation. Et en ce sens, le mouvement numérique a beaucoup à apprendre du mouvement environnemental.

Commentaires complémentaires

Parminder Jeet Singh:

Je voudrais faire un commentaire pour m'assurer que nous ne partons pas d'ici sans quelques résultats concrets. Je pense que nous devons faire deux choses. La première consiste à cartographier les intersections, comme l'a suggéré Paula, et à faire de ces intersections un ensemble formel de connaissances. Ensuite, à partir de cette cartographie, nous pouvons arriver à des principes de haut niveau sur ce qui devrait être fait. C'est un exercice difficile, mais s'il est fait de manière collaborative, il peut nous mener quelque part en quelques mois. Nous devrions essayer de mettre en place un groupe

de travail chargé d'établir cette cartographie des intersections et d'identifier ensuite des principes communs.

Exercice collectif : cartographie des priorités et des espaces d'action

Cet exercice a été réalisé en utilisant l'outil collaboratif « IdeaBoardz ».. Les participant-es ont été invité-es à répondre (et à noter les réponses) à cinq questions spécifiques :

- a) Quelles actions doivent être entreprises dans les pays du Nord pour aller vers une justice numérique-environnementale ?
- b) Quelles actions doivent être entreprises dans les pays du Sud pour aller vers une justice numérique et environnementale ?
- c) Quelles tendances et initiatives régionales et mondiales devrions-nous suivre qui ont des implications pour la justice numérique et environnementale ?
- d) Quels sont les plateformes/espaces de gouvernance régionaux et mondiaux à suivre qui ont des implications pour la justice numérique et environnementale ?
- e) Avec quelles campagnes, mouvements et organisations devrions-nous établir des alliances pour travailler à la justice numérique et environnementale ?

Le résultat de cet exercice est présenté à la page suivante.

Digital and Environmental Justice

Regional and Global Trends +

technosolutionism, greenwashing<div>multistakeholderism</div>	Horizontal integration of digital technologies in food systems, land and territories use
+ 5	+ 3
Increasing consumption of abiotic (mineral) resources and energy	Increased use of digital technologies in surveillance, control of populations, erosion of human and community rights, agency
+ 2	+ 2
continuing violence and intimidation against environmental and digital rights defenders	new committed regulation paradigms for big tech, data and AI, with transparency and participatory systems
+ 2	+ 2
Current initiatives to "regulate Big Tech" especially in the EU, China and the US -> what place for environmental considerations?	Emerging recognition of market failures due to externalities, economies of scale, information asymmetries, natural monopolies
+ 1	+ 0

Regional and Global Spaces +

promote open and participatory digital systems	UN Human Rights System - 'occupy' the human rights mechanisms with a digital environmental agenda - take cases, promote the production of thematic reports, etc
+ 3	+ 3
Internet Governance Forum - take advantage of the PNE and fight against greenwashing and superficial policy proposals	resist big tech driven governance systems in the name of multistakeholderism
+ 2	+ 2
regional conventions relating to access to information, eg. Aarhus Convention and Escazu Agreement	Stop e-commerce negotiations in WTO and trade forums
+ 2	+ 1
Promote increased transparency requirements for companies in relation to both environmental and digital impacts (but we should not settle for transparency only to increase the burden on people to "make	UN SDG; food systems; climate change; biodiversity
	+ 0

Movements and Campaigns +

To fight against any solution that puts the burden on individuals' decisions rather than structural problems of tech capitalism.	Further develop spaces for exchange and articulation of a common agenda between digital and environmental movements
+ 4	+ 3
network digital justice movement with environment justice movement map the connections and develop top level principles perhaps forming a working group with people from both sides	Promote bottom-up digital policies, infrastructures and forums
	+ 3
Identify strategic spaces where we can advocate policy frameworks that are guided by a digital+socio-environmental justice approach	Global Tapestry of Alternatives, Degrowth movement, Extinction Rebellion and Fridays for Future, Stop Ecocide, Zapatistas, Bioregionalism
+ 2	+ 1
Strengthen an emancipatory human rights discourse when linking environmental & digital justice	Continue the exercise of mapping the points of intersection between the digital and environmental agendas; Recognize the contributions made by society to the development of "innovations"...
+ 0	+ 0
sensibiliser les fabricants des composants électroniques à l'utilisation des matériaux recyclable	SE pencher sur l'impact des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur la santé humaine et l'environnement
+ 0	+ 0
Obliger les gouvernements à faire respecter les cahiers de charge des exploitants miniers	
+ 0	

Priorities in global South +

Digital self-determination, finding and defending other ways based on own realities and interests	develop capacity for representing Southern interests in global and regional intergovernmental negotiations	continue to demand for reparations and compensations from the global South for harm, losses, and damages of the past
+ 4	+ 2	+ 2
Continue advocating towards an enabling environment for community based solutions to technology and infrastructure deployment and management	Digital technologies for communications, internet, etc. as public goods and services	take charge of local digital economies
+ 2	+ 2	+ 1
To map the intensive use of natural resources in the global south to create new technologies	Implication des gouvernements dans la sensibilisation et l'incitation des ménages aux tris des D3E	promote local digital services in a decentralised way
+ 1	+ 1	+ 1
promote data cooperatives and digital services cooperatives	l'implication des collectivités territoriales dans le recyclage des D3E et d'emploi pour les jeunes	Increase awareness of how the privatization of mineral resources relates to large technology companies.
+ 1	+ 1	+ 0
Enforce workers' rights in mineral extraction and material manufacturing companies.		
+ 0		

Priorities in global North +

hold governments and private companies in the global North accountable for human rights violations	Enforce anti-trust laws - use fiscal instruments to regulate the sector for the public good (e.g tax on data flows)	Push for accountability (need for public data about labour, economic, environmental impacts) of the digital ICT sector (public and private)
+ 6	+ 6	+ 5
Recognize that Northern neo-liberal policies are fostering extractivism and neo-colonialism	Digital degrowth (eg: refusal of 5G, IoT, etc.) + circularity (eg: more second hand, refurbished locally, solidarity economy, donations, local repair and recycling and secondary parts)	Promote "proximity" digital services based on open source software and small, even self-hosted infrastructures
+ 3		+ 2
not force ecom rules at the WTO	Recognize that so called free flow of data (even with trust) will only exacerbate the current problems.	Recognize the current Internet governance models are not working
+ 1	+ 1	+ 0
Common and Differentiated Responsibility and Capacities approach to democratizing ICT and communications technologies	Build solidarities with Southern movements	research on how big tech is using AI in the fossil fuel industry
+ 0	+ 0	+ 0



Discussions

Thème 1 - En essayant de construire des alliances avec des mouvements de défense des droits humains ou des droits numériques, par exemple, comment pouvons-nous nous assurer d'éviter les risques de prise de contrôle par les entreprises et le néolibéralisme ?

Sofia Monsalve

Dans tous les secteurs, nous constatons que les entreprises s'emparent des droits humains. Nous constatons que les entreprises financent de plus en plus les institutions de défense des droits humains, par exemple, et qu'elles utilisent ces droits pour développer une sorte de « liste de contrôle » qui leur permet de prétendre qu'elles font preuve de « diligence raisonnable » ou d'autres initiatives de responsabilisation, mais d'une manière très déficiente et truquée. Je lisais récemment un rapport du comité consultatif du Conseil des droits humains des Nations unies sur cette question des technologies numériques. Et j'ai été choquée de voir qu'ils proposaient des solutions aussi réductrices que de faire travailler des expert-es en droits humains avec des ingénieur-es pour intégrer une liste de contrôle qui garantirait qu'un algorithme donné n'est plus discriminatoire. C'est vraiment inquiétant. Où est l'analyse des droits humains concernant l'impact des TIC sur les droits économiques et sociaux ? L'économie politique des TIC et la manière dont elle accroît les inégalités ? Nous devons travailler dans le cadre des systèmes de droits humains pour développer et renforcer des conceptions plus émancipatrices des droits humains, en nous appuyant sur le processus des traités, par exemple le traité contraignant sur les entreprises multinationales. Nous devons aller au-delà de la diligence raisonnable et viser la responsabilité. Nous pouvons également nous inspirer de la déclaration sur les droits des paysan·nes, qui est extrêmement pertinente pour la justice climatique, et de son insistance sur les droits humains collectifs et sur les droits économiques substantiels. Aujourd'hui, le courant dominant se concentre uniquement sur les droits individuels, comme le droit à la vie privée. Bien sûr, c'est extrêmement important, mais nous avons aussi beaucoup de travail à faire en termes de protection des biens communs naturels, ou de compréhension du droit à un environnement sain, récemment reconnu, par exemple. Nous devons unir nos forces et avoir ces programmes très clairement à l'esprit, car le Secrétaire général de l'ONU poursuit un programme complètement opposé qui est en train de subvertir le système des droits humains de l'ONU.

Paz Peña

Je pense que nous devons également être prudents quant aux alliances que nous construisons avec le mouvement des droits numériques. Ce mouvement est fortement influencé et financé par les promoteurs de la « liberté de l'internet », un programme fondamentalement issu du Nord et favorable aux entreprises. Nous voyons beaucoup d'allers-retours entre la société civile et les entreprises dans ce

mouvement. Un jour, vous travaillez pour les « droits numériques » et le lendemain, vous travaillez pour Google ou Twitter. Nous devons vraiment nous demander si cet agenda peut être un allié, et comment il finira par toucher le domaine de l'environnement et de la technologie. Car très bientôt, ils s'intéresseront à ces thèmes. Nous devons être très prudents à ce sujet, car ils font pression pour un agenda néolibéral qui est loin de partager nos objectifs de justice sociale et environnementale.

Richard Hill

Je suis tout à fait d'accord avec Paz. Dès que vous commencez à critiquer Google, par exemple, ils vous accusent immédiatement d'être du côté des gouvernements autoritaires qui tentent de supprimer les libertés sur internet. L'accent est mis sur la liberté d'expression, mais ils n'ont rien à dire sur les droits économiques et collectifs. Il s'agit en fait d'un sous-ensemble d'un discours issu du Nord, mais il est important de ne pas s'y laisser entraîner. Bien sûr, la liberté d'expression est importante, mais ce n'est pas la seule chose.

Conclusion

Plusieurs **leçons et pistes d'action futures** peuvent être tirées de cette réunion. Revenons sur les questions qui ont été utilisées pour encadrer chaque session :

Que pouvons-nous dire du bilan environnemental des technologies numériques, et de la manière dont ce bilan est réparti entre les différentes régions du monde ?

Les principales conclusions à cet égard semblent être à la fois **le coût élevé payé par les communautés, pays et régions du Sud** en termes **d'extraction de ressources** pour construire et exploiter les technologies numériques, mais aussi pour traiter une grande partie des **déchets électroniques** générés, et en même temps, les **avantages limités** que ces mêmes pays et régions peuvent tirer de ces technologies et de l'économie numérique en général. Ce déséquilibre est encore plus marqué si l'on considère les dommages que les technologies numériques peuvent également infliger aux **écologies sociales** des sociétés du monde entier. Pourtant, un autre point clé soulevé au cours de cette première session a été la constatation que les mobilisations et les mouvements environnementaux axés sur les impacts des technologies numériques **font encore largement défaut**, en particulier dans les régions du Sud global.

Quelles sont les perspectives pour une numérisation juste et durable ?

Ici, les discussions ont exploré des **solutions et des initiatives concrètes** déjà expérimentées à travers le monde, avec divers exemples tirés du modèle de « **l'économie circulaire** » et du mouvement des **réseaux communautaires**. Bien que prometteuses quant à leur capacité à limiter l'empreinte environnementale des technologies numériques d'une manière qui soit également propice à **l'autodétermination**, les limites de ces expériences doivent également être reconnues, surtout si nous voulons éviter leur récupération par le capitalisme néolibéral. L'une des questions clés est donc de savoir **comment articuler ces initiatives avec des principes plus larges** concernant le fonctionnement de l'économie numérique et des sociétés en général. Des exemples ont été donnés à cet égard, certains impliquant la recherche d'une **coexistence entre différents modèles et modes de vie** plutôt que la logique actuelle de développement prédateur, et d'autres reposant sur la mobilisation de **principes féministes**.

Quelles sont les implications politiques pour les agendas de la justice numérique, sociale et environnementale ?

Enfin, nous avons essayé de comprendre **comment aller de l'avant** avec les différents éléments qui ont été discutés pendant les deux jours de l'événement.

La première observation ici a porté sur **l'utilité de créer des espaces comme ceux-ci**. En effet, il est rapidement apparu au cours des échanges que les liens entre transitions écologiques et numériques étaient encore trop peu étudiés. De plus, les mouvements qui portent des agendas progressistes dans

ces domaines évoluent encore trop souvent de manière isolée, tant sur le plan thématique que géographique. Il est donc essentiel de continuer à organiser et à multiplier les lieux et les moments de fertilisation croisée, **a fortiori dans une perspective critique et en se souciant des différences et des asymétries entre le Nord et le Sud globaux.**

Ceci est d'autant plus important qu'un deuxième constat concernait **l'urgence croissante de penser cette articulation entre justice numérique et justice environnementale, y compris à l'échelle internationale.** Non seulement parce que les enjeux dans ce domaine sont de plus en plus critiques, mais aussi parce que cette situation pousse un nombre croissant d'acteurs et d'institutions dominants à s'emparer de ces questions pour tenter de les intégrer dans une logique de perpétuation du capitalisme qui s'appuie principalement sur le *greenwashing* ou les (fausses) solutions technocratiques. Pour contrer ces tendances, l'une des pistes évoquées est de commencer par **cartographier plus précisément les interactions qui existent entre les questions de justice environnementale et de justice numérique** au Sud comme au Nord. Nous pourrions citer l'extractivisme (à l'œuvre dans les ressources naturelles comme dans les données numériques), les questions de souveraineté ou de sobriété et la lutte contre l'accélération permanente comme exemples de ces interactions qui ont déjà été en partie discutées lors de cette rencontre.

Dans le même ordre d'idée, une autre piste est de tenter de **s'inspirer et de s'appuyer sur les méthodes et revendications développées dans différentes luttes**, passées et présentes, surtout lorsqu'elles ont prouvé leur pertinence et leur efficacité. Les leçons tirées des mobilisations contre la privatisation de l'eau, par exemple, dans de nombreux pays du Sud, pourraient ainsi nourrir les luttes actuelles contre l'appropriation des biens communs numériques. Des croisements similaires ont été évoqués à partir de l'écoféminisme ou des luttes pour la défense des droits des communautés indigènes ou paysannes. Les possibilités qu'offrent notamment les normes internationales telles que le consentement libre, préalable et éclairé des peuples indigènes et des communautés locales, doivent être davantage explorées et développées pour aborder les questions liées à la numérisation.

Un autre élément important est la nécessité **de développer et, surtout, d'articuler entre elles des perspectives et des pistes d'action micro et macro.** Travailler sur des alternatives concrètes à partir de la base et des contextes locaux (comme les réseaux communautaires, par exemple) est donc fondamental, mais ces alternatives auront d'autant plus de chance de porter leurs fruits que le contexte macro-politique leur sera favorable... ou vice versa. Il faut donc **refuser le faux dilemme de l'opposition entre ces deux orientations** et au contraire travailler à les faire se rencontrer et se nourrir mutuellement.

Enfin, il est essentiel **d'avoir une approche critique et réflexive sur nos propres usages et représentations du numérique** dans la mesure où ceux-ci peuvent souvent contribuer - au moins en partie - à reproduire les discours et représentations dominants sur le caractère inéluctable de la

« transition numérique » ou sur son caractère fondamentalement souhaitable. Les alternatives numériques progressistes, soutenues par une législation appropriée et une infrastructure « commune », sont essentielles et constituent un domaine important de collaboration entre les militants de l'environnement et les groupes numériques.

